

81A00

REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL du 24 JUIN 2022

RAPPORT DU PRESIDENT

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

Direction Finances

Service Exécution Budgétaire

Rapport examiné par la 8^{ème} commission :

Finances, patrimoine départemental, ressources humaines

OBJET :

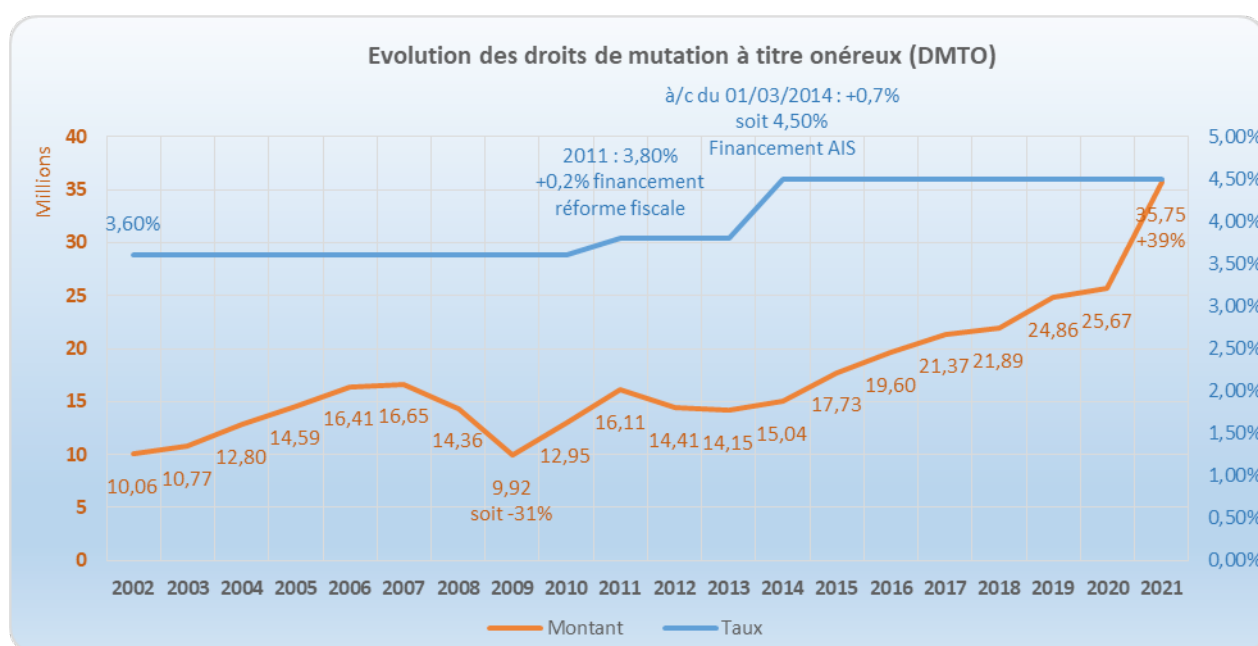
**Compte administratif et compte de gestion 2021 - Approbation -
Affectation des résultats de l'exercice 2021.**

Mes chers collègues,

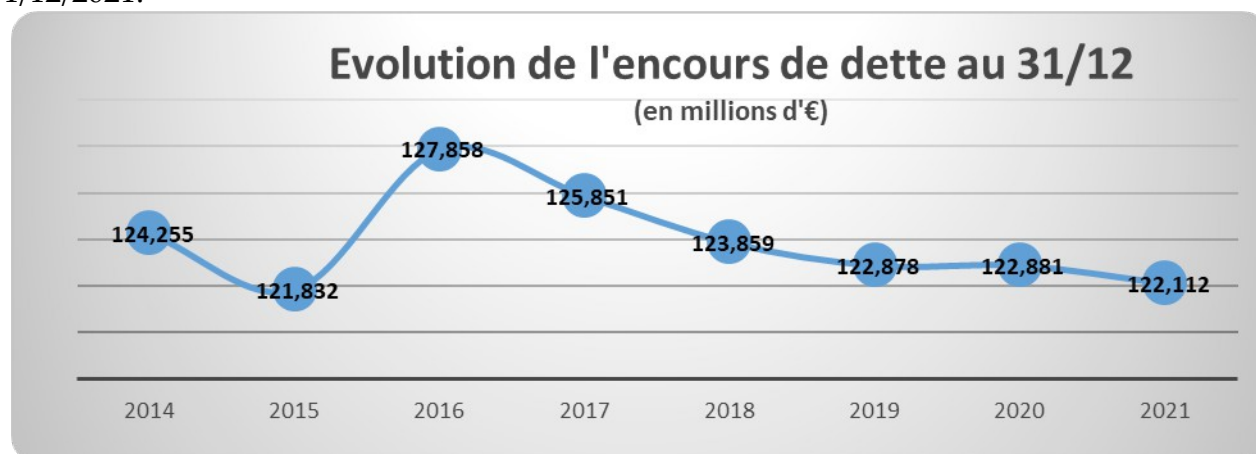
J'ai l'honneur de vous soumettre le compte administratif de l'exercice 2021 qui est conforme au compte de gestion présenté par le payeur départemental.

Les niveaux d'exécution du budget (en mouvements réels) sont très élevés tant en dépense (96,0%) qu'en recette (104,5%).

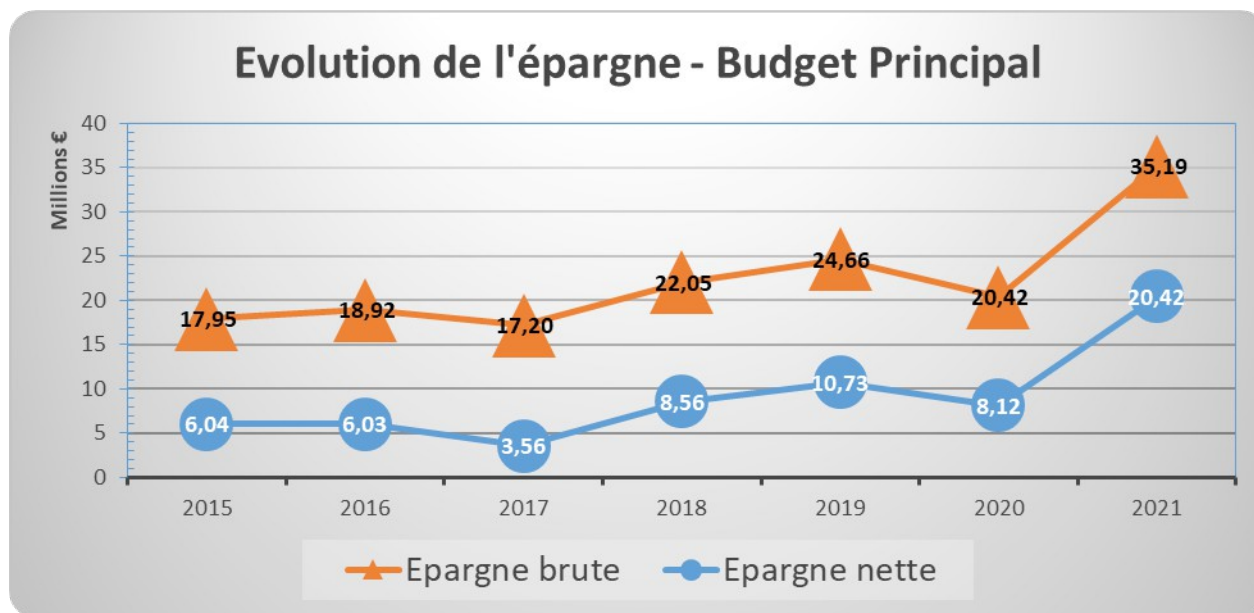
L'exercice budgétaire 2021 a été marqué par un produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), principale ressource dynamique du Département, d'un niveau historiquement haut. En effet, le produit réel 2021 a dépassé de près de 10,1 M€ le produit de l'exercice 2020. Ceci a donc été le signe d'un marché de l'immobilier local particulièrement dynamique après une crise COVID 2020 qui avait fait planer de fortes incertitudes sur cette ressource.



En 2021, la collectivité a repris sa trajectoire de désendettement initiée depuis 2016 en établissant son encours de dette à 122,112 M€. Le remboursement en capital s'est élevé à 14,770 M€ pour un recours à l'emprunt de 14 M€. L'encours de dette du Département, tous budgets confondus, est donc passé de 122,881 M€ au 31/12/2020 à 122,112 M€ au 31/12/2021.



En 2021, l'épargne brute du Département tous budgets confondus s'est établie à 35,72 M€. Au titre du budget principal elle s'est située à 35,19 M€. L'épargne brute qui exprime la capacité de la collectivité à rembourser sa dette et à autofinancer ses investissements a été en nette progression de +14,8 M€ en 2021 où elle a atteint un niveau historiquement haut.



Les dépenses d'action sociale¹ s'établissent à 152,22 M€. Elles ont représenté 51,55 % des dépenses réelles totales de la collectivité (64,22 % des dépenses réelles de fonctionnement et 1,22% des dépenses réelles d'investissement, proportions quasiment inchangées par rapport à 2020). Elles sont composées notamment des 3 AIS² (APA, PCH, RSA) pour 66,113 M€ qui progressent respectivement de -5,60%, +4,70% et -0,34% ainsi que de dépenses d'hébergement pour un montant de 46,470 M€.

Les dépenses de masse salariale³ se sont élevées en 2021 à 71,078 M€ (contre 68,907 M€ en 2020). Cette évolution de +2,171 M€ est affectée à la rémunération des Assistants Familiaux (pour +0,263 M€ et à la rémunération de l'ensemble des autres agents pour +1,908 M€.

Les dépenses réelles d'investissement⁴ se sont établies en 2021 à 59,36 M€ contre 53,63 M€ en 2020. Cette situation intègre la reprise du déficit d'investissement 2020 pour 12,26 M€ alors qu'il s'élevait à 13,53 M€ en 2019. Hors reprise du déficit, et hors dépenses liées au remboursement de la dette, les crédits d'investissement dédiés à l'équipement ont progressé sensiblement de +16,29% pour se situer à 32,33 M€ contre 27,80 M€ en 2020.

1 Total Fonction 5

2 AIS : Allocations Individuelles de Solidarité

3 Articles des comptes 621,64, 631 et 633, (rémunérations et charges sociales), des chapitres 012, 016 et 017 tous budgets confondus.

4 Hors CLTR et refinancement dette

Table des matières

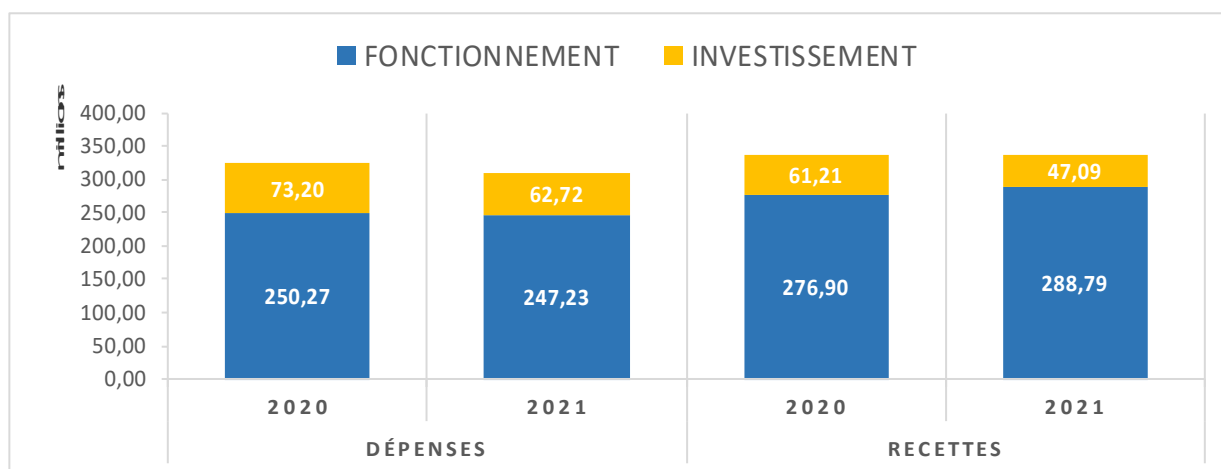
| | | |
|------|--|--|
| I. | LE COMPTE ADMINISTRATIF | |
| A. | Tous budgets confondus - Opérations réelles et d'ordre | |
| B. | Par budgets - Opérations réelles et d'ordre | |
| C. | Tous budgets confondus - Opérations réelles | |
| D. | Les prévisions et réalisations, par budgets..... | |
| II. | LA PRÉSENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF PAR NATURE | |
| A. | Investissement..... | |
| 1. | Les dépenses d'investissement | |
| 2. | Les recettes d'investissement | |
| B. | Fonctionnement | |
| 1. | Les dépenses de fonctionnement | |
| 2. | Les recettes de fonctionnement | |
| III. | L'AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2021 | |
| A. | Les résultats de l'exercice 2021..... | |
| B. | L'affectation des résultats excédentaires de fonctionnement 2021 | |
| IV. | LA PRÉSENTATION PAR FONCTIONS | |
| V. | LES BILANS SPECIFIQUES..... | |
| | ANNEXES – TABLEAUX FINANCIERS..... | |

I. LE COMPTE ADMINISTRATIF

A. Tous budgets confondus - Opérations réelles et d'ordre

Le résultat cumulé constaté au 31/12/2020, soit 14 635 189,83 € a enregistré une variation de +11 292 944,42 € pour s'établir à **25 928 134,25 €** au 31/12/2021. Ce résultat est identique à celui constaté dans le compte de gestion établi par le payeur départemental.

Sous l'effet notamment du changement de mode de calcul des dépenses d'hébergement, le total des dépenses enregistre un recul de -4.18% pour se situer à 309 945 M€. Le total des recettes varie de -0.66% pour s'élever à 335,874 M€.



Détail « **TABLEAU 1** » en annexe au présent rapport

B. Par budgets - Opérations réelles et d'ordre

Les résultats, par budgets, font apparaître 3 budgets excédentaires. Il s'agit du budget principal pour 25,780 M€, du budget du Laboratoire Vétérinaire Eaux et Sols pour 0,090 M€ et du budget de l'Autodrome de Nogaro pour 0,057 M€.

Les budgets du SATESE, des ESPACES NATURELS SENSIBLES (ENS), du POLE THERMAL présentent un résultat égal à 0.

Détail « **TABLEAU 2** » en annexe au présent rapport.

C. Tous budgets confondus - Opérations réelles

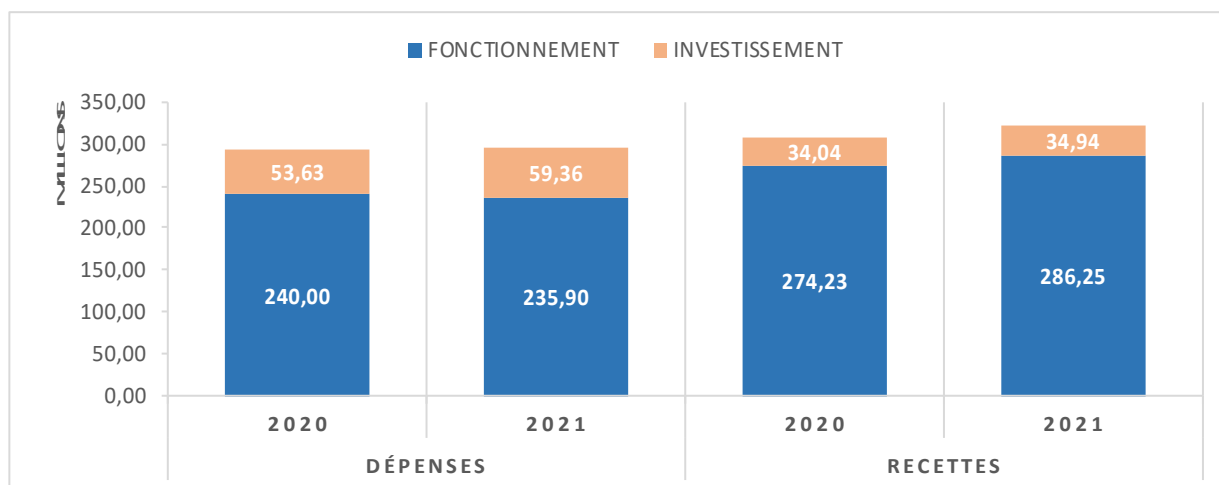
Hors amplitude du Crédit Long Terme Renouvelable (CLTR) pour 1 804 052 € en 2020 et 0 € en 2021 ⁽⁵⁾ et hors refinancement dette (2020)

En 2021, en opérations réelles, hors amplitude du Crédit à Long Terme Renouvelable et refinancement de la dette, le total des dépenses s'est élevé à 295,261 M€ soit une progression

⁵ Le CLTR est utilisé comme une ligne de trésorerie et conduit à une inscription budgétaire identique en dépenses et en recettes d'investissement, sans incidence sur les équilibres budgétaires – Les derniers mouvements ont été réalisés sur l'exercice 2020.

de **+0,55%** par rapport à 2020 (-1,71% en fonctionnement et +10,68% en investissement). Le total des recettes s'est élevé quant à lui à 321,189 M€ contre 308,270 M€ en 2020 soit une progression de +4,19%.

Détail « **TABLEAU 3** » en annexe au présent rapport.



L'effet croisé de l'augmentation sensible des recettes réelles de fonctionnement et de la diminution des dépenses de fonctionnement participent à la nette amélioration de l'épargne brute de la collectivité évoquée plus haut.

D. Les prévisions et réalisations, par budgets

Les taux de réalisation (en mouvements réels) varient selon la section et le sens (Dépenses/Recettes) mais aussi selon le budget.

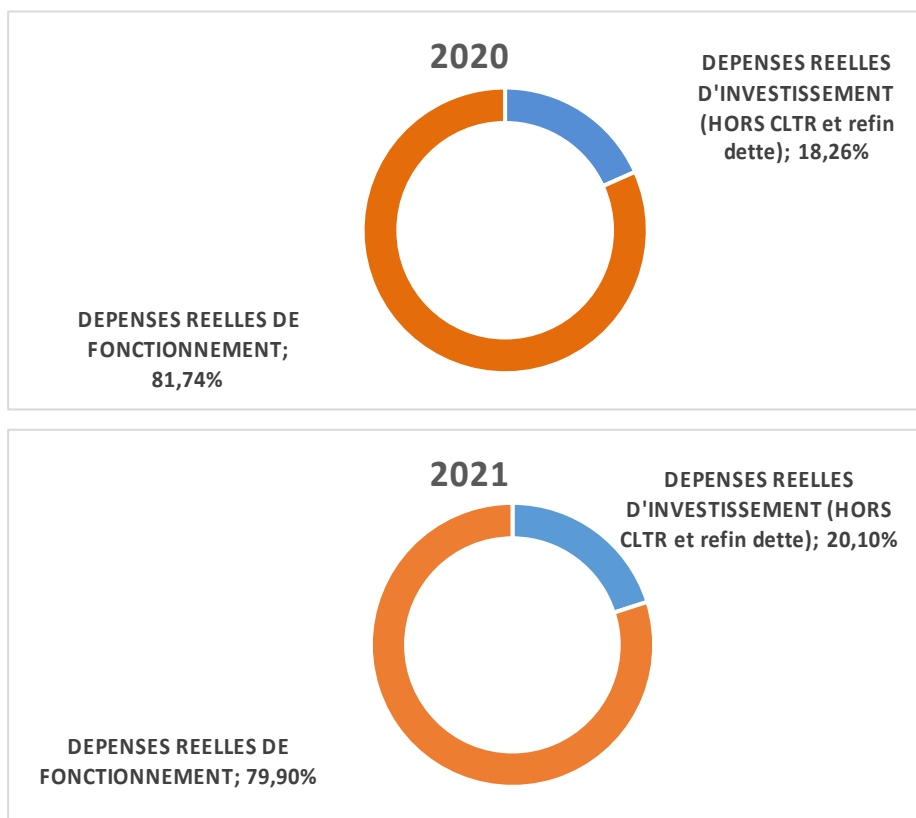
Détail « **TABLEAU 4** » en annexe au présent rapport

En 2021, les recettes réelles de fonctionnement s'établissent à 286,249 M€ (report du solde de l'exercice précédent inclus). Elles progressent de +4,38 % soit +12,018 M€.

Hors report du solde de l'exercice précédent, reprise d'une provision (pour 0,173 M€) et participations d'équilibre aux budgets annexes, elles se situent à 270,614 M€ contre 258,728 M€ en 2020 soit **+4,59%**.

Les dépenses réelles de fonctionnement s'établissent à 235,903 M€ à comparer à un montant 2020 de 240,003 M€, soit un recul de -1,71%. Hors report du solde de l'exercice précédent, participations d'équilibre aux budgets annexes et dotations aux provisions (pour 0,507 M€), elles se situent à 234,309 M€, à comparer à 238,110 M€ pour l'exercice 2020, soit une diminution de **-1,60%**.

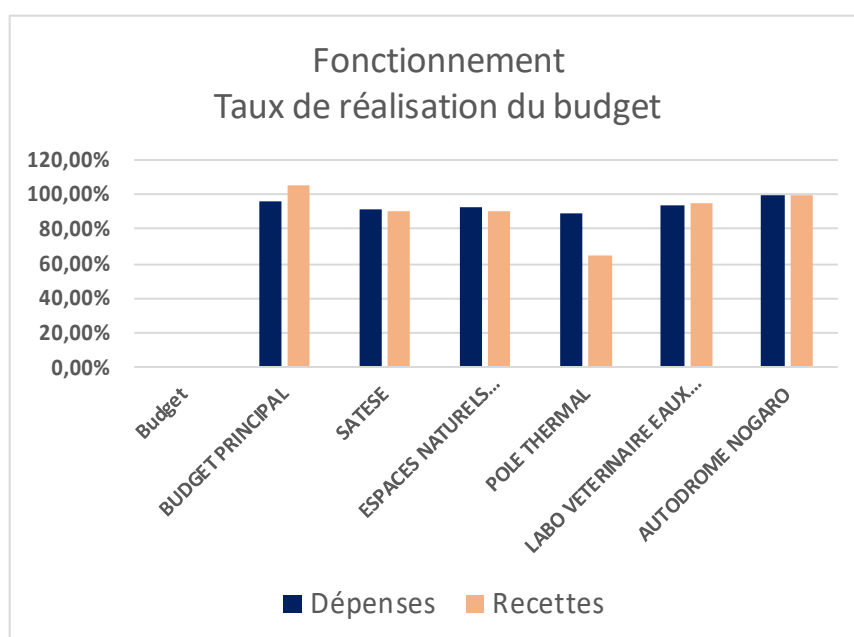
En 2021, les dépenses de fonctionnement ont représenté 79,90% des dépenses réelles totales (hors CLTR et refinancement dette). Ce pourcentage est en recul de -1,84% par rapport à l'exercice précédent (81,74%). Par conséquent les dépenses d'investissement ont progressé de +1,84%.



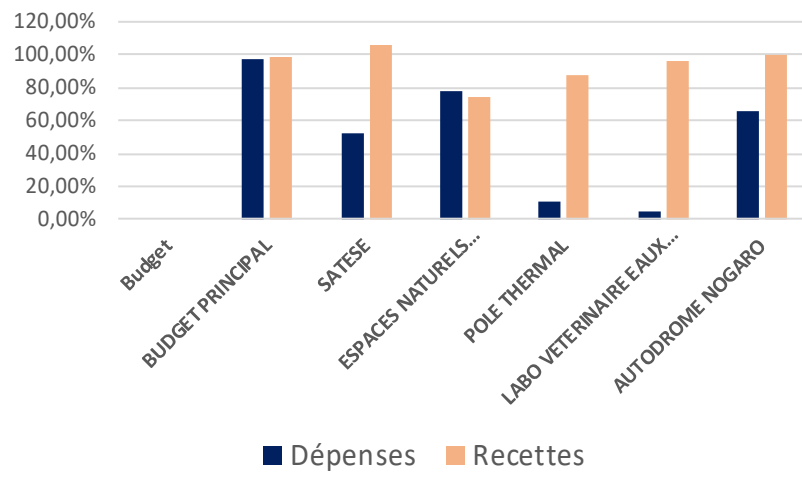
La gestion 2021 se caractérise par des taux de réalisation des prévisions très élevés, soit **96,02 %** en dépenses et **104,45 %** en recettes. Ces taux de réalisation se décomposent par section de la façon suivante :

- pour la section d'investissement 96,17 % en dépenses et 97,88 % en recettes ;
- pour la section de fonctionnement 95,98 % en dépenses et 105,31% en recettes.

On peut citer également pour le budget principal 105,69% de taux de réalisation des recettes de fonctionnement et 97,53% de taux de réalisation des dépenses d'investissement.



Investissement Taux de réalisation du budget



II.LA PRÉSENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF PAR NATURE

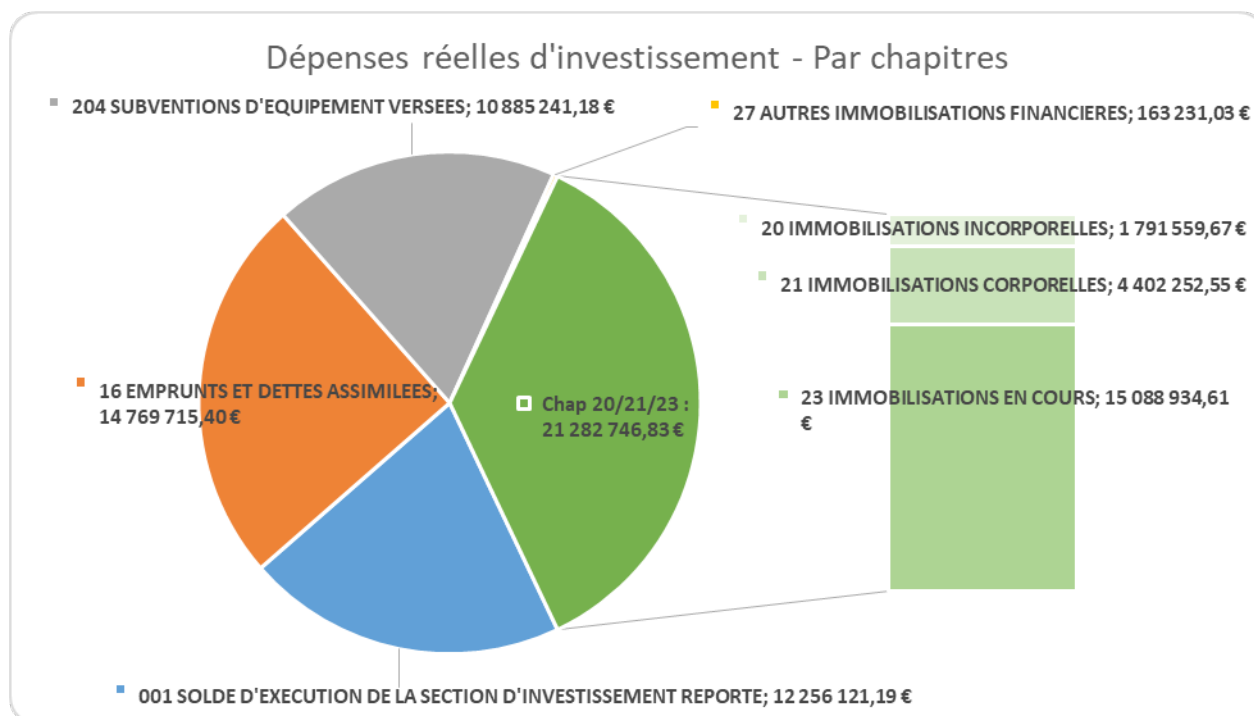
Le compte administratif du Département est voté par chapitre. Le chapitre exprime une nature de dépense.

Vous trouverez en annexe des tableaux faisant apparaître, en éléments réels et par chapitre budgétaire, les dépenses et les recettes réalisées par rapport aux prévisions.

(Tous budgets, mouvements réels, hors CLTR et hors refinancement dette)

A. Investissement

Détail « **TABLEAU 5** » en annexe au présent rapport.



1. Les dépenses d'investissement

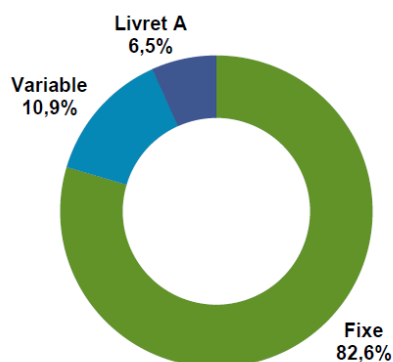
Elles sont réparties, pour l'essentiel, en cinq chapitres. Le montant des réalisations 2021 est financé par un montant d'emprunt de 14 M€ (cf §2 ci-dessous). Le taux de réalisation de ce programme d'investissement s'établit à 96,17%.

Le volume d'investissement (hors dette et résultat reporté) s'est élevé en 2021 à 32,331 M€ soit une évolution de +16,29% par rapport à 2020 (27,801 M€). Ce sont les chapitres 20 « immobilisations incorporelles », 21 « immobilisations corporelles » et 23 « immobilisations en cours » qui enregistrent les plus importantes progressions avec respectivement +0,839 M€, +0,850 M€ et +2,938 M€.

- **Le chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées ».** Le montant des emprunts remboursés passe de 12,296 M€ en 2020 à 14,770 M€ en 2021. Cette progression est liée au fait que l'exercice 2020 avait vu le refinancement d'un prêt au 01/01/2020, se traduisant par

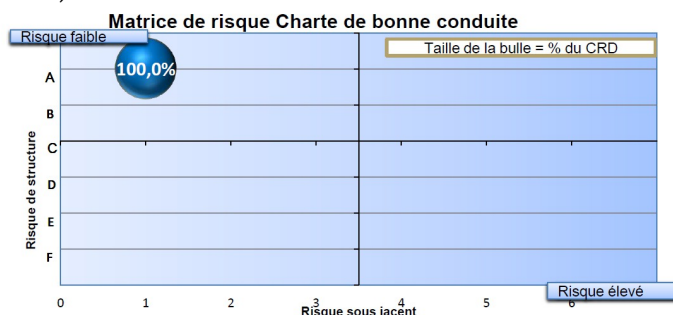
le report d'une échéance au 01/01/2021.

L'encours de la dette s'élève au 31/12/21 à 122,112 M€ réparti pour 82,6% en taux fixe (contre 79,6% au 31/12/20) et 17,4% en taux variable (dont 6,5% sur livret A).

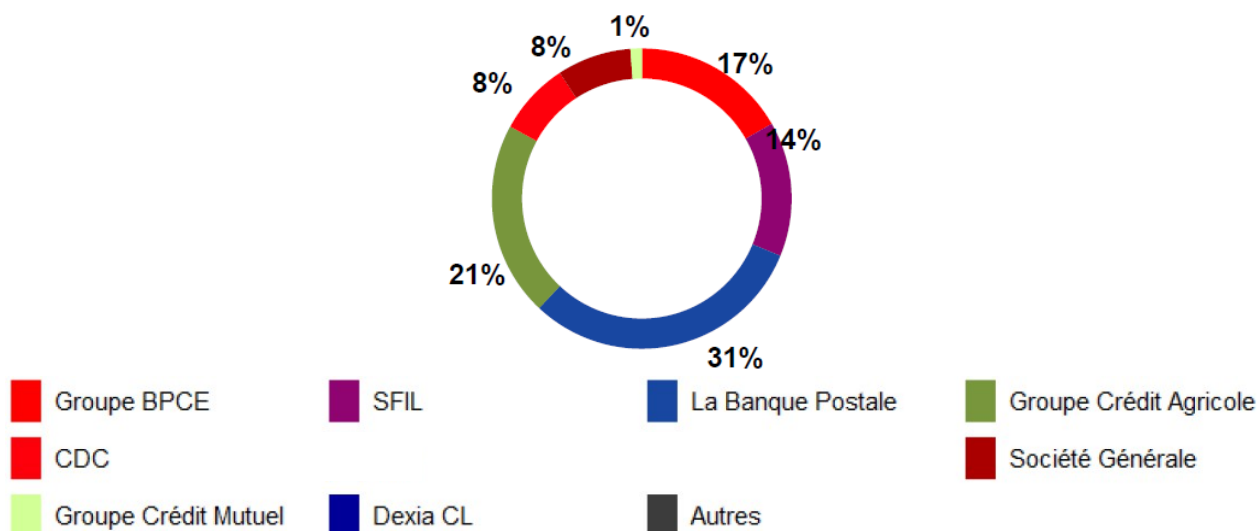


Cette situation s'inscrit dans une politique de gestion de dette prudente qui vise à sécuriser sur des taux fixes historiquement bas l'encours de dette de la collectivité (par exemple refinancement au 01/01/20 auprès de La Banque Postale d'un contrat DEXIA de 15M€, initialement indexé sur un taux variable EONIA, consolidé sur un taux fixe à 0% d'intérêt ou en 2021 exercice d'une option de taux à taux fixe à 0% sur un contrat Caisse d'Epargne).

Selon la charte Gissler de bonne conduite, la dette est indexée à 100% sur un risque 1A (c'est-à-dire non structurée).



La dette du Département comporte 36 emprunts contractés auprès de 10 établissements bancaires. Cette démarche de diversification des partenaires bancaires permet ainsi de réduire le risque d'exposition du Département et de bénéficier des meilleures conditions financières grâce à une large mise en concurrence lors de chaque mobilisation d'emprunt.



Le taux d'intérêt moyen a à nouveau diminué en 2021 pour s'établir à 1,21% (1,65% en 2020, 1,76% en 2019).

Il est à noter que l'exercice 2021 aura vu s'achever le contrat CLTR DEXIA qui disposait des modalités spécifiques de trésorerie.

- **Le chapitre 20 « immobilisations incorporelles »** regroupe les dépenses de frais d'études et d'achats de logiciels (1,792 M€). Il progresse de 88,16 % par rapport à 2020.

L'essentiel de cette progression est à imputer au programme « LOGICIEL » (+0,564 M€) porté par la DOSIN.

- **Le chapitre 204 « subventions d'équipement versées »** : 10,885 M€ contre 11,004 M€ en 2020 soit une diminution minime de -0,119 M€ (-1.08%) :

Les principaux versements ont concerné :

- *Par grandes thématiques :*

- Le financement de la mise à 2 fois 2 voies de la RN124 pour **5,400 M€** ;
- les aides à l'aménagement : **1,462 M€** (programme d'aide aux communes C2D 0,863 M€ ; DDR 0,360 M€ ; DDR+ 0,156 M€ ; AIL 0,027 M€ ; agriculture 0,057 M€) ;
- le financement du haut débit pour **1,139 M€** ;
- le budget participatif pour **0,134 M€** ;
- les aides en matière d'infrastructures, d'approvisionnement et de traitement de l'eau à hauteur de **0,660 M€** ;
- la subvention de **0,650 M€** à la Région pour les investissements qu'elle réalise dans les collèges publics (cité scolaire de Nogaro 0,050 M€ ; cité scolaire de Lectoure 0,600 M€) ;
- les aides à la réalisation de logements sociaux : **0,302 M€** ;
- la subvention versée à la Région dans le cadre du Fonds L'Occal : **0,300 M€** ;
- les aides aux personnes en matière de logement pour **0,167 M€** ;
- les aides à la réhabilitation de structures d'hébergement pour personnes âgées pour **0,164 M€** ;
- les subventions culturelles : **0,155 M€** ;
- la subvention à la Région dans le cadre du financement de l'école d'infirmière IFSI **0,100 M€** ;
- la participation financière versée à la commune d'Auch pour les travaux d'accès à la MDPH **0,042 M€** ;
- la participation financière versée à la commune de SAMATAN pour les travaux au Pôle d'action sociale **0,040 M€** ;
- les subventions aux collèges privés **0,032 M€** ;

- *Par bénéficiaires :*

On peut citer quelques contributions à des partenaires

- l'Etat : **5,400 M€** ;
- le syndicat mixte Gers Numérique : **1,139 M€** ;

- la Région Occitanie : **1,050 M€** ;
- l'Institution Adour : **0,250 M€** ;
- le Syndicat Mixte TRIGONE : **0,171 M€** ;
- l'Office Public de l'Habitat du Gers : **0,153 M€** ;
- la SA Gasconne d'HLM du Gers **0,144 M€** ;
- la commune de SAMATAN : **0,097 M€** ;
- l'ANRAS EHPAD ST Dominique : **0,094 M€** ;
- la Chambre de Métiers et de l'Artisanat : **0,087 M€**

Vous trouverez la liste complète des bénéficiaires en annexe au compte administratif.

- **le chapitre 21 « immobilisations corporelles »** : 4,402 M€. Les acquisitions les plus importantes concernent : l'achat de matériels, engins et mobilier de voirie : 1,521 M€ ; les acquisitions de matériel divers et de mobilier : 0,800 M€ ; les acquisitions de matériels informatiques et de téléphonie : 1,118 M€ ; l'achat de mobilier et matériel pour les collèges : 0,760 M€ ; l'acquisition de collections et œuvres d'art pour 0,118 M€ ; les acquisitions de terrains et frais associés pour 0,085 M€.

- **le chapitre 23 « immobilisations en cours »**. Il s'agit là du poste le plus important de la section d'investissement. Il concerne les travaux réalisés directement par le Département. Il représente 46,67% des dépenses consacrées à l'équipement (dépenses réelles d'investissement, hors CLTR, dette et résultat reporté), **soit 15,089 M€**. Il progresse de 2,938 M€ en 2021.

Les principales opérations ont été les suivantes:

- les travaux dans les collèges pour **2,588 M€** (0,436 M€ pour le collège de Miélan ; 0,302 € pour le collège d'Aignan ; 0,295 M€ pour le collège de Condom ; 0,246 M€ pour le collège de Mirande ; 0,227 M€ pour le collège de Samatan ; 0,211 M€ pour le collège de Masseube ; 0,120 M€ pour le collège Louise Michel de L'Isle-Jourdain ; 0,104 M€ pour le collège Carnot d'Auch et 0,647 M€ au titre des autres collèges) ;
- les travaux sur le réseau routier départemental pour un montant total de **10,650 M€** (contre 8,305 M€ en 2020) dont 0,957 M€ au titre de la modernisation du réseau et 9,099 M€ au titre de la rénovation des routes ;
- les travaux sur les bâtiments départementaux : **0,646 M€** ;
- les travaux sur les autres bâtiments : **0,473 M€** (dont Oxygers Arreau : 0,330 M€ ; Autodrome de Nogaro : 0,050 M€ HT ; MDPH La Fayette : 0,017 M€) ;
- les travaux sur les espaces et aménagements départementaux (Itinéraires randonnée, itinéraires cyclistes, Voie verte, Baïse) pour **0,354 M€** ;
- la plate-forme et hangar énergies renouvelables : **0,246 M€**.

2. Les recettes d'investissement

Elles sont réparties pour l'essentiel sur 4 chapitres :

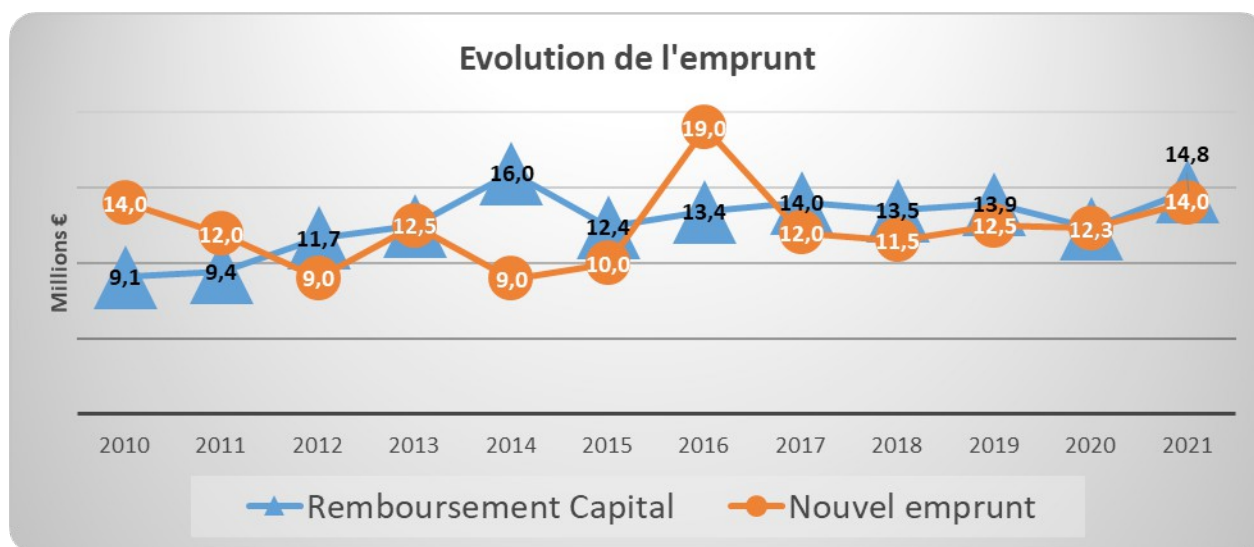
- **chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves »**. Sur ce chapitre ont été imputés les crédits du Fonds de Compensation pour la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA) pour 3,335 M€ (3,095 M€ en 2020).

Est également comptabilisée la part d'excédent de fonctionnement 2020 affectée à l'autofinancement de l'investissement 2021 pour 12,256 M€.

- **chapitre 13 « subventions d'investissement (perçues) »**. Un montant de **4,871 M€** (contre 4,657 M€ en 2020) de dotations et de subventions d'équipement a été perçu, dont principalement : 1,480 M€ de dotation de soutien à l'investissement des départements (1,731 M€ en 2020) ; 1,253 M€ au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges publics ; 0,583 M€ de produits des amendes de police des radars automatiques (0,586 M€ en 2020) ; 0,745 M€ du Grand Auch au titre de sa participation au CPER RN124 ; 0,410 M€ de la région Occitanie (dont 0,298 M€ au titre de la plateforme de Saramon) ; 0,211 M€ de l'Etat au titre du plan de relance.

- **chapitre 16 « emprunts et dettes assimilées »**. La somme mobilisée pour le financement de l'investissement s'est élevée à **14,000 M€**, exclusivement sur le budget principal.

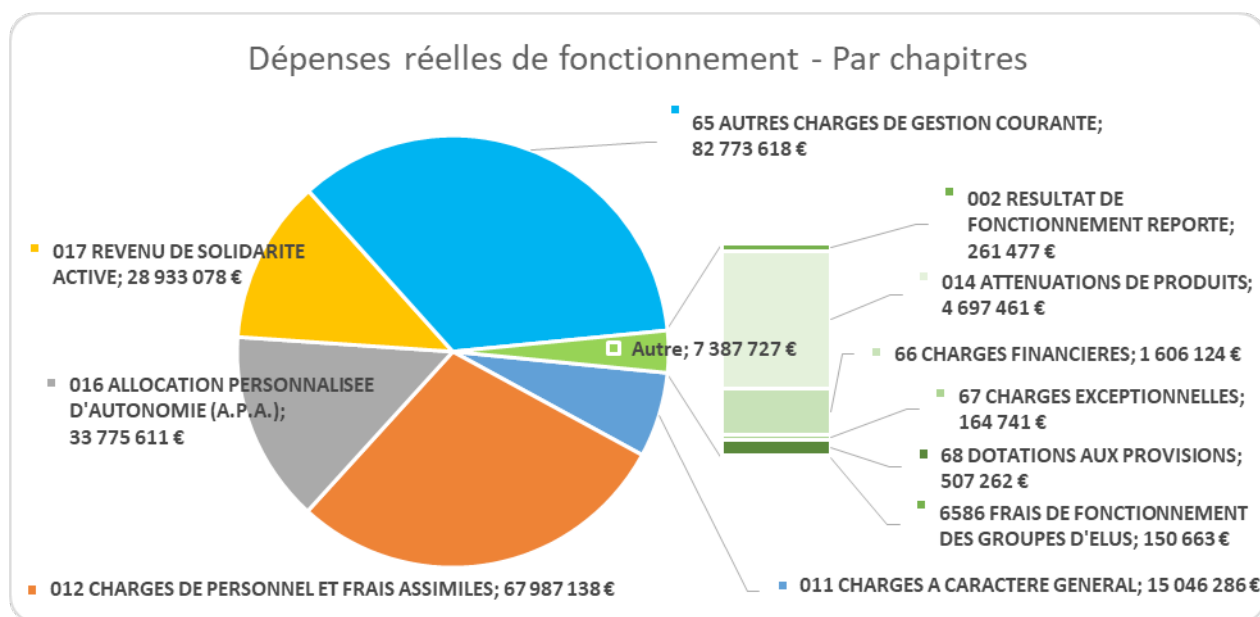
Après stabilisation de son désendettement en 2020, succédant à une période de diminution de son encours de 2017 à 2019, le Département a de nouveau baissé son stock de dette en 2021 en mobilisant un emprunt nouveau de 14M€ inférieur de près de 0,700 M€ au remboursement en capital de la dette qui s'est élevé à 14,770 M€. L'encours est donc passé de 122,881 M€ au 31/12/2020 à 122,112 M€ au 31/12/2021.



- **chapitre 27 « Autres immobilisations financières »**. Le montant de **0,186 M€** perçu en 2021 correspond principalement à des remboursements de prêts Fonds Solidarité Logement (FSL), Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ), étudiants et personnel (dont la gestion a été réintégrée dans les comptes du Département au 01/01/2021), ainsi que du remboursement de l'annuité d'amortissement de l'emprunt de l'Aérodrome.

B. Fonctionnement

Détail « **TABLEAU 6** » en annexe au présent rapport



Les dépenses de fonctionnement 2021 qui s'élèvent à 235,903 M€ connaissent un recul de -1,71% par rapport à 2020 où elles se situaient à 240,003 M€.

1. Les dépenses de fonctionnement

Elles sont réparties, pour l'essentiel, en huit chapitres :

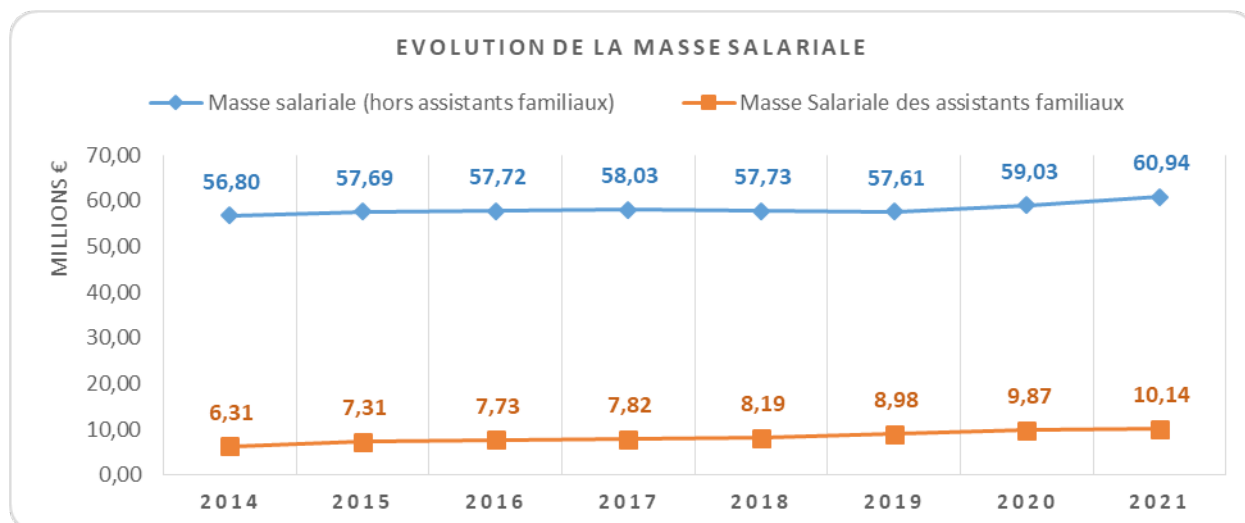
- **le chapitre 011 « Charges à caractère général »** regroupe les dépenses de fonctionnement et de petit équipement courant des services y compris celles nécessaires à la réalisation des missions relevant des compétences du Département. Les consommations de crédits sur ce chapitre se sont élevées à 15,046 M€ en 2021 contre 15,068 M€ en 2020 pour l'ensemble des budgets soit une diminution de -0,14%.

- **le chapitre 012 « Charges de personnel et frais assimilés »**. Ce chapitre correspond au regroupement de tous les articles de rémunération et de charge du personnel, à l'exception des personnels de gestion de l'APA et du RSA (cf chapitres 016 et 017). Il s'élève à 67,987 M€ en 2021.

En tenant compte des crédits de ressources humaines consommés sur les budgets annexes, ainsi que ceux inscrits sur les chapitres 016 et 017, le total des dépenses de masse salariale⁶ aura représenté en 2021 la somme de 71,078 M€ contre 68,907 M€ en 2020.

Cette augmentation se répartit pour +0,263 M€ au titre de la rémunération des assistants familiaux qui passe de 9,873 M€ à 10,135 M€ soit une progression de +2,66%, et pour +1,908 M€ au titre de la rémunération des autres agents. Cette dernière passe de 59,034 M€ à 60,942 M€ soit une augmentation de 3,23%.

⁶ Articles des comptes 621,64, 631 et 633, (rémunérations et charges sociales), des chapitres 012, 016 et 017 tous budgets confondus.

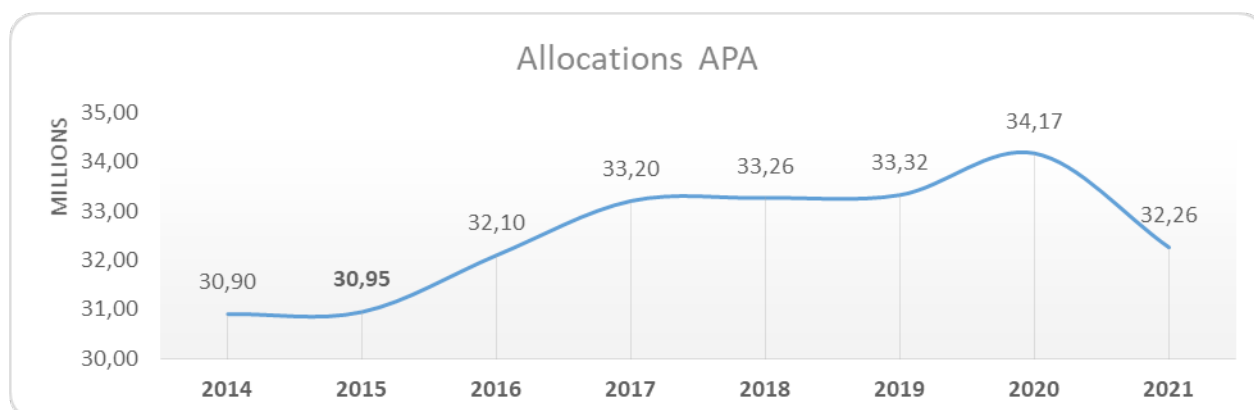


- **le chapitre 014 « Atténuations de produits »**. Sur ce chapitre figurent notamment le reversement de la compensation « Transports » à la Région dans le cadre du transfert de compétences pour 2,056 M€, le reversement de la dotation CNSA destinée à la MDPH pour 0,434 M€, le reversement au CAUE d'une part de taxe d'aménagement pour 0,418 M€ et le prélèvement -pour la 2^{de} année- au titre du fonds national de péréquation des DMTO pour 1,778 M€ instauré par la loi de Finances 2020. Le Département est contributeur et bénéficiaire de ce fonds au titre duquel il a perçu une recette de 14,670 M€ en 2021 (voir le commentaire du chapitre de recettes 73), soit une recette nette de 12,892 M€ (contre 15,092 M€ en 2020).

- **le chapitre 016 « Allocation Personnalisée d'Autonomie »**. Les dépenses de ce chapitre sont exclusivement imputées sur le budget principal. Il comprend les aides à la personne ainsi que les dépenses de rémunération du personnel de gestion de l'APA, pour un montant total de 33,776 M€ contre 35,687 M€ en 2020.

Le montant des allocations s'établit en 2020 à 32,258 M€ à comparer avec le montant de 2020 de 34,171 M€, soit une diminution de -5,60% (-1,913 M€).

Cette diminution s'explique essentiellement par la non reconduction en 2021 de la mesure prise en 2020 dans le cadre de la crise sanitaire afin de compenser les SAAD suite à la non réalisation des plans d'aide. Elle s'explique également par la diminution du nombre d'allocataires qui passe de 6215 au 31/12/2020 à 6094 au 31/12/2021 (-121 bénéficiaires). Ils sont répartis ainsi : 4035 bénéficiaires APA à domicile et 2059 bénéficiaires APA en établissement contre 4085 et 2130 au 31 décembre 2020.



- **le chapitre 017 « Revenu de Solidarité Active »**. Les dépenses de ce chapitre sont exclusivement imputées sur le budget principal. Il comprend les allocations RSA, les aides d'insertion ainsi que les dépenses de rémunération du personnel de gestion du RSA, pour un montant total de 28,933 M€ (contre 29,102 M€ en 2020). La diminution est imputable dans les mêmes proportions aux dépenses d'insertion (-0,081) et aux dépenses de RSA (-0,091).

Le montant des allocations RSA (art 6517) s'établit en 2021 à 24,999 M€ à comparer avec le montant de 2020 de 25,083 M€, soit une diminution de -0,34% (-0,084 M€).



Au 31/12/2021, on dénombre 3990 bénéficiaires RSA (droits payables) contre 4221 au 31/12/2020, année qui avait connu une augmentation notable pour cause de crise COVID. La situation au 31 décembre 2021 retrouve donc un niveau « normal » conforme aux années 2018 (3813) et 2019 (3922).

Les dépenses d'actions d'insertion s'établissent à 2,280 M€ (dont 0,942 M€ pour les actions d'insertion professionnelles/RSA, 0,544 M€ pour les contrats aidés, 0,508 M€ de Fonds Social Européen FSE, 0,165 M€ d'actions d'insertion, 0,081 M€ d'aides individuelles Insertion et 0,038 M€ pour l'organisation des assises de l'insertion).

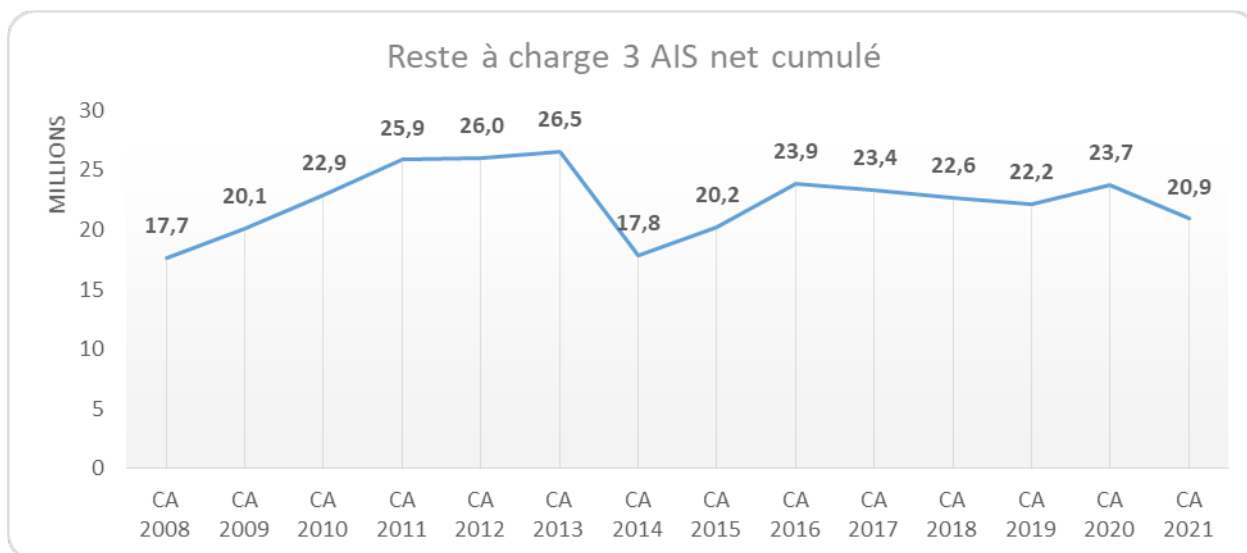
Le reste à charge net cumulé relatif aux 3 AIS s'élève au 31/12/2021 à 20,915 M€, soit un recul de +11,9% par rapport à 2020 où il s'élevait à 23,735 M€. Ce reste à charge correspond aux dépenses nettes de RSA⁷, APA⁸ et PCH⁹ après prise en compte de la part de fiscalité accordée en LFI2014¹⁰.

7 Allocations (-) Admissions en non valeurs (-) Remb trop-perçus (-) TICPE (-) FMDI

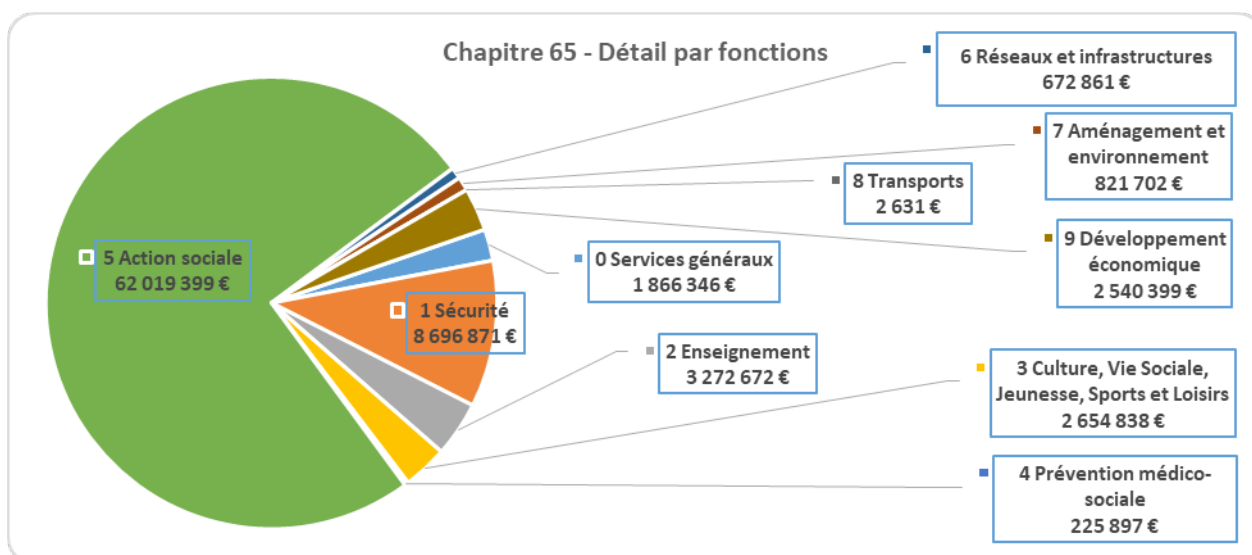
8 Allocations (-) Admissions en non valeurs et indus (-) Réédition CESU (-) Dotation CNSA

9 Allocations (-) Admissions en non valeurs et indus (-) Dotations CNSA

10 Frais de gestion du foncier bâti (+) Fonds de solidarité net des DMTO (jusqu'en 2019) (+) Reversement 3 ((-) part contributeur) du Fonds national de péréquation des DMTO (a/c 2020) (+) Relèvement du taux des DMTO



- le chapitre 65 « Autres charges de gestion courantes ». Sur ce chapitre qui comprend, pour l'essentiel, les interventions du Département en direction des tiers 82,774 M€ ont été payés en 2021 (86,711 M€ en 2020).



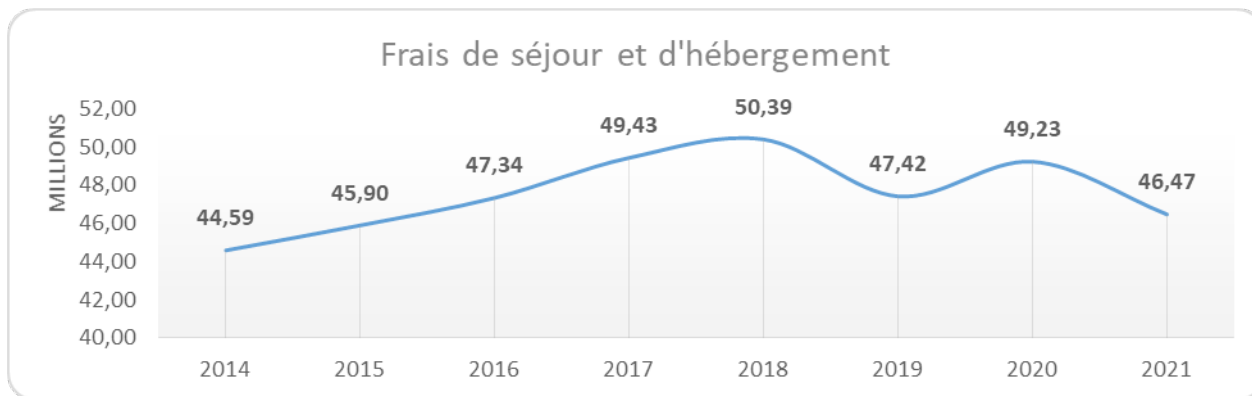
Il comprend principalement :

- 59,422 M€ d'aides à la personne (allocations, secours...), de frais de séjour et d'hébergement, d'allocations de perte de compensation du handicap ;

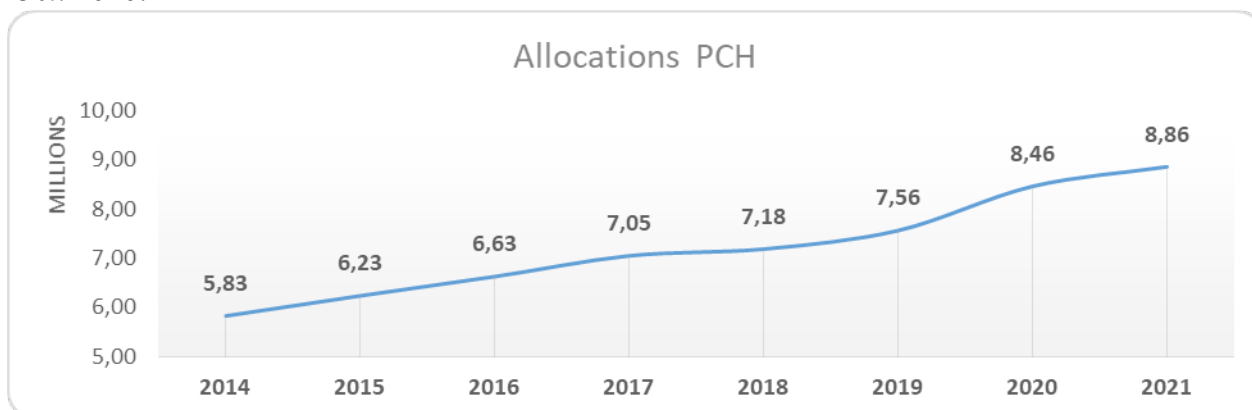
Les frais de séjour et d'hébergement¹¹, principal poste de dépenses du chapitre 65, s'élèvent à 46,470 M€ contre 49,229 M€ en 2020 soit une diminution de -5,60%.

Cette baisse s'explique principalement par la mise en place en année pleine d'un nouveau mode de calcul des dépenses nettes d'hébergement des personnes handicapées (précédemment : dépenses brutes d'hébergement compensées par la perception par la collectivité des ressources du bénéficiaire) Cette nouvelle méthode de comptabilisation en année pleine explique cette évolution.

¹¹ Articles du compte 652 du chapitre 65



Les allocations PCH¹² (Allocation Individuelle de Solidarité) s'élèvent à 8,856 M€, contre 8,458 M€ en 2020.



- 2,802 M€ de subventions (2,138 M€) et participations (0,664 M€) au titre de l'action sociale (hors APA et RSA) ;¹³
- 6,776 M€ de subventions versées aux tiers (dont 2,138 M€ au titre de l'action sociale), inscrites sur le compte 657 (7,546 M€ en 2020), soit une diminution de -10.21%. Cette diminution porte essentiellement sur la fonction « Culture, Vie sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs » pour -0,584 M€ (plus particulièrement sur les aides à la culture -0,503 M€ et les aides à la pratique du sport -0,264 M€) et sur la fonction « Action sociale » pour -0,214 M€ ;

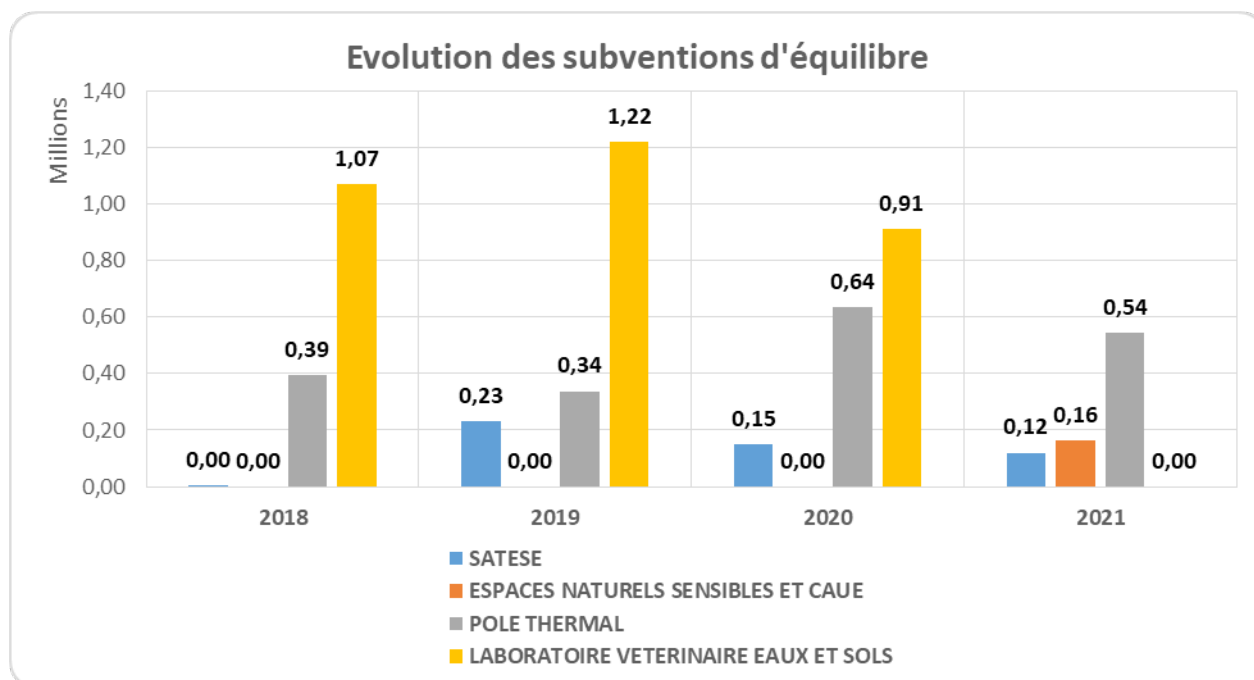
Détail « TABLEAU 7 » en annexe au présent rapport

- 8,659 M€ de contribution ordinaire au SDIS (hors reversement part DGF pour 0,034 M€) contre 8,383 M€ en 2020 soit une augmentation de 3,29 % ;
- 2,284 M€ de dotations de fonctionnement des collèges (contre 2,316 M€ en 2020) ;
- 0,826 M€ de contributions du budget principal aux budgets annexes contre 1,696 M€ en 2020, soit une diminution de 0,870 M€ (-0,028 M€ sur le budget SATESE, +0,162 M€ sur le budget ENS, -0,091 M€ sur le budget du Pôle Thermal et -0,913 M€ sur le budget du Laboratoire Vétérinaire Eaux et Sols).

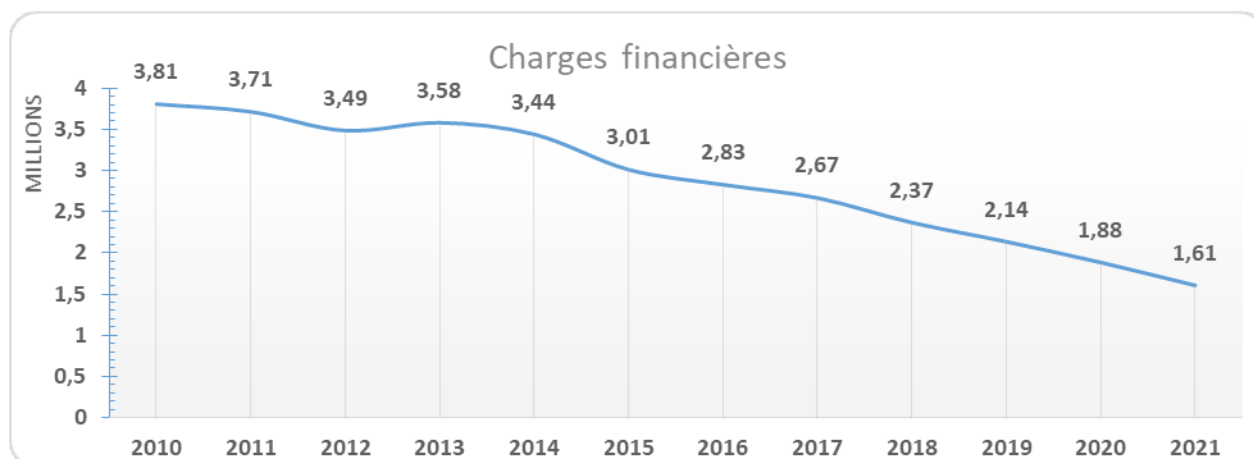
¹² PCH : Prestation de Compensation du Handicap – Art 651121

¹³ Articles des comptes 657 et 656 du chapitre 65 tous budgets confondus – fonctions 4 et 5

Détail « **TABLEAU 8** » en annexe au présent rapport



- le chapitre 66 « charges financières » qui correspond au remboursement des intérêts de la dette s'élève en 2021 à 1,606 M€ contre 1,884 M€ en 2020. Cette évolution favorable de -14,77% s'explique par un maintien à un niveau très bas des taux d'intérêt en 2021.



- le chapitre 68 « dotations aux provisions » : En 2021 0,507 M€ ont été provisionnés ainsi qu'il suit :

- 0,357 M€ au titre des risques liés à la gestion du personnel (maladies professionnelles, CET, ruptures conventionnelles)
- 0,147 M€ au titres des risques sur des créances anciennes
- 0,003 M€ au titre des risques juridiques.

2. Les recettes de fonctionnement

Elles sont réparties principalement entre huit chapitres :

- **le chapitre 016 « Allocation Personnalisée d'Autonomie » pour un montant de 16,461 M€** contre 16,512 M€ en 2020, soit une diminution de -0.30% (-0,050 M€).

Ce chapitre enregistre la dotation versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) qui s'est élevée en 2021 à 13,459 M€ (13,017 M€ en 2020), rattachements compris, qui progresse donc de +0,442 M€.

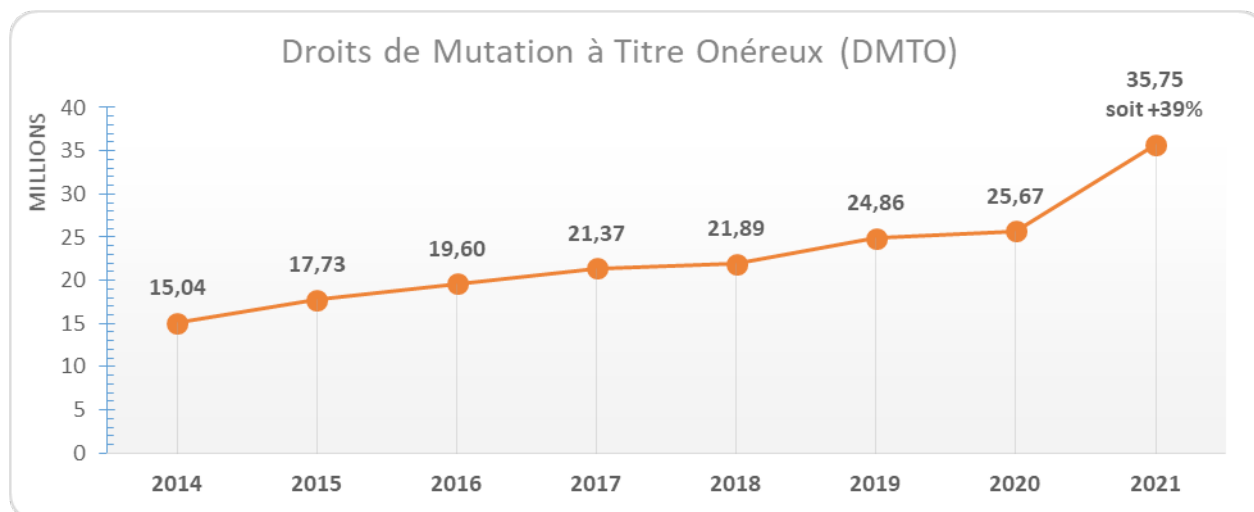
L'autre recette principale perçue sur ce chapitre, pour un montant de 3,003 M€ (contre 3,495 M€ en 2020), concerne les recouvrements sur bénéficiaires ou sur établissements ainsi que le remboursement par le prestataire CESU du trop-versé au titre des heures non effectuées. Le rattachement correspondant aux heures non effectuées (pour 2,975 M€) est sensiblement inférieur au rattachement 2019/2020 qui s'était élevé à 3,407 M€ expliquant ainsi l'écart de recettes sur ce poste.

Le chapitre 017 « Revenu de Solidarité Active » qui s'élève à 0,893 M€ enregistre les indus liés au versement des allocations RSA et contrats d'insertion (0,280 M€) ainsi que la participation du Fonds Social Européen (0,613 M€).

Le chapitre 70 « Produits des services » qui s'élève à 1,543 M€ en 2021, soit un niveau quasi équivalent à 2020 (1,576 M€), enregistre divers produits de gestion dont notamment les remboursements de mise à disposition de personnel (0,901 M€), les redevances d'occupation (0,304 M€), les recettes d'activités du Pôle Thermal (0,120 M€), les recettes d'activité de Flaran (0,121 M€), les recettes d'activité MEMENTO (0,006 M€), ainsi que la vente de bois et de plaquettes bois (0,076 M€). A noter en 2021 une légère amélioration des recettes (+0,020 M€) du Pôle Thermal sans toutefois atteindre les niveaux des exercices antérieurs à 2020.

- **le chapitre 73 « Impôts et taxes »**. Chapitre le plus important des recettes avec un montant de 160,572 M€ contre 95,600 M€ en 2020.

Sur ce chapitre sont perçus les droits de mutation à titre onéreux pour un montant de 35,753 M€ contre 25,667 M€ en 2020 soit une progression de 10,086 M€ (+39,29%). Cette augmentation historique a été le signe d'un dynamisme exceptionnel du marché de l'immobilier gersois en 2021. Ils se composent de la part Etat transférée depuis la loi de finance 2011 pour un montant de 1,581 M€, d'une part dédiée au financement des AIS instaurée par la loi de finance de 2014 pour 5,534 M€, de la taxe additionnelle pour 0,174 M€ et des droits de mutation sur les transactions immobilières au taux de base pour 28,463 M€.



Ce chapitre intègre dorénavant les ressources de TVA liées à la réforme fiscale qui a transféré, des Départements vers le bloc communal, le produit de la taxe foncière sur les propriétés bâties (anciennement perçu sur le chapitre 731 « Imposition directe »).

Ce transfert est donc compensé par une fraction de TVA attribuée au Département. Pour mémoire, la taxe sur le foncier bâti s'est élevée en 2020 à 53,116 M€. Elle a été compensée par une recette TVA de 53,383 M€.

Le produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance s'est élevé à 39,126 M€. Il progresse de +4,89% en 2021 (37,304 M€ en 2020) succédant à une augmentation de près de +4% l'année précédente (35,876 M€ en 2019). Il correspond à la perception au bénéfice des départements de la compensation des transferts de compétences prévus dans l'acte II de la décentralisation, au titre notamment, des agents des routes (ex DDE) et des collèges (transfert des TOS) et de la compensation liée à la suppression de la taxe professionnelle.

Le produit de la TICPE, taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, s'élève en 2021 à 12,395 M€ soit une augmentation de +2,80% par rapport à 2020. Il est versé en compensation des dépenses d'allocations d'insertion (RSA) pour 9,394 M€ (montant inchangé depuis 2015) et en compensation des autres transferts de compétences en complément de la taxe sur les conventions d'assurance pour 3,001 M€ (contre 2,663 M€ en 2020).

Le fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DTMO) instauré par la loi de Finances de 2020, perçu pour la première fois en 2020 est venu en remplacement du fonds de soutien interdépartemental (FSID), du fonds de solidarité et du fonds de péréquation des DMTO. Le produit de ce fonds s'est élevé en 2021 à 14,670 M€ (16,823 M€ en 2020) contre un produit cumulé 2019 des 3 fonds dissous de 16,534 M€. Compte tenu de la contribution de 1,778 M€ du Département à ce fonds nouvellement créé (inscrit en dépense de fonctionnement/chapitre 014) le produit net s'élève à 12,892 M€.

De plus, une fraction supplémentaire de TVA d'un montant de 1,399 M€ a été perçue pour la 1^{ère} année en 2021. Cette fraction supplémentaire se substitue au fonds de stabilisation institué par l'article 261 de la loi de finances 2019.

Sur ce chapitre sont également perçus :

- le produit de la taxe d'électricité qui s'élève à 2,660 M€, en progression de +4,77% par rapport à 2020 ;
- le produit de la taxe d'aménagement sur le budget « Espaces Naturels Sensibles et CAUE » pour un montant de 1,185 M€ qui recule légèrement de -2,04% par rapport à 2020 (1,209 M€).

- **le chapitre 731 « Impositions directes »**. Le produit de ces impositions passe de 73,200 M€ en 2020 à 20,315 M€ en 2021. Cette forte diminution est la conséquence de la réforme fiscale et la suppression du produit de la taxe sur le foncier bâti compensé par une fraction de TVA (cf : chapitre 73 « Impôts et taxes »).

Ce chapitre inclut le transfert en recettes de l'équivalent des frais de gestion de la taxe foncière bâtie pour un montant de 6,562 M€ (+0,253 M€) institué par la loi de finances 2014 au titre du financement des AIS. Il inclut également le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui passe de 6,831 M€ en 2020 à 6,699 M€ en 2021 retrouvant quasiment son niveau de 2019. Enfin, à noter la perception sur ce chapitre du FNGIR (Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources) pour 5,779 M€ montant inchangé depuis 2011, de l'IFER (Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux) pour 0,750 M€ et du Fonds de péréquation de la CVAE pour 0,468 M€.

- **le chapitre 74 « Dotations, subventions et participations »** pour un montant total de 65,429 M€ (contre 63,254 M€ en 2020). Sur ce chapitre sont comptabilisées les principales dotations de l'État :

- la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) qui passe de 44,975 M€ en 2020 à 44,584 M€ en 2021 ;
- la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) 1,701 M€ ;
- les compensations d'exonérations de taxes directes locales et de suppression de la taxe professionnelle. Ces compensations passent de 9,454 € en 2020 à 9,262 M€ en 2021 ;
- les dotations versées par la CNSA au titre du fonctionnement de la PCH (2,173 M€), MDPH (0,434 M€), conférence des financeurs (0,387 M€), de la réforme salariale des SAAD (0,230 M€), de la revalorisation salariale des personnels des établissements personnes handicapées dans le cadre du Ségur de la santé (0,159 M€) soit un total de 3,383 M€. Il est à noter que les dotations versées au titre de l'APA sont imputées sur le chapitre 016. La dotation versée pour le financement de la MDPH (pour 0,434 M€) fait l'objet d'un reversement imputé sur le chapitre 014 ;
- Le fonds de mobilisation départemental pour l'insertion (FMDI) pour 1,235 M€ contre 1,193 M€ en 2020 ;
- Les fonds de stabilisation de l'Etat instauré en LFI 2019 pour 1,090 M€ ;
- Participation de l'Etat au titre du contrat départemental de prévention et de protection de l'enfance pour 0,730 M€ ;
- le FCTVA de fonctionnement pour un montant de 0,179 M€.

- **le chapitre 75 « Autres produits de gestion courante »**. Ce poste de recettes correspond, pour la part la plus importante, aux recouvrements dans le domaine social sur des collectivités, organismes ou bénéficiaires pour 3,585 M€ : au titre notamment des reversements de ressources pour 0,855 M€ (contre 3,827 M€ - baisse liée à la mise en place

du paiement différentiel), aux récupérations sur successions pour 1,199 M€ (contre 1,669 M€ en 2020), aux recouvrements sur des organismes, collectivités ou des établissements au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance pour 1,022 M€, à des récupérations d'indus pour 0,299 M€...

Ce chapitre comprend également les revenus locatifs pour 0,192 M€, les redevances perçues au titre des diverses DSP pour 0,097 M€, les remboursements des frais engagés par la collectivité pour le compte du GIP Public Labo pour 0,628 M€ ainsi que les subventions d'équilibre versées par le budget principal aux budgets annexes pour un montant cumulé de 0,826 M€.

- **le chapitre 77 « Produits exceptionnels »** pour un montant de 0,726 M€ en 2021. Sur ce chapitre figurent essentiellement :

- les recettes des cessions de biens immobiliers du Département pour 0,252 M€ (dont la vente du pôle d'action sociale de Lombez pour 0,065 M€, la vente d'une maison à Aire sur Adour pour 0,055 M€, la vente de divers matériels et véhicules pour 0,132 M€). Il est à noter que les prévisions relatives aux cessions sont inscrites sur le chapitre d'investissement 024 ;
- la réintégration dans les comptes du Département des prêts au personnel suivis antérieurement « hors budget » pour 0,187 M€ ;
- les subventions de soutien à la politique de l'eau versées par le budget principal au budget SATESE pour 0,100 M€ ;
- les mandats annulés émis sur exercices antérieurs et les recouvrements sur créances admises en non-valeur pour 0,050 M€ ;
- les autres produits exceptionnels pour 0,137 M€.

III.L'AFFECTATION DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2021

A. Les résultats de l'exercice 2021

Détail « TABLEAU 9 » en annexe au présent rapport.

B. L'affectation des résultats excédentaires de fonctionnement 2021

Selon l'instruction budgétaire et comptable M52, les résultats excédentaires de la section de fonctionnement doivent être affectés en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement, égal au cumul du déficit et des restes à réaliser de cette section.

Le reliquat excédentaire est ensuite affecté au choix de l'assemblée délibérante, en réserve complémentaire de la section d'investissement (recette compte 1068) ou en excédent de fonctionnement reporté (recette compte 002).

Je vous propose d'affecter les résultats excédentaires de fonctionnement de l'exercice 2021, soit **41 874 627,77 €** de la manière suivante :

- **16 019 572,26 €** permettent de couvrir le déficit de la section d'investissement (recette inscrite sur le compte 1068) ;

- le solde excédentaire de **25 855 055,51 €** est affecté à la section de fonctionnement (recette inscrite sur le compte 002).

Détail « TABLEAU 10 » en annexe au présent rapport

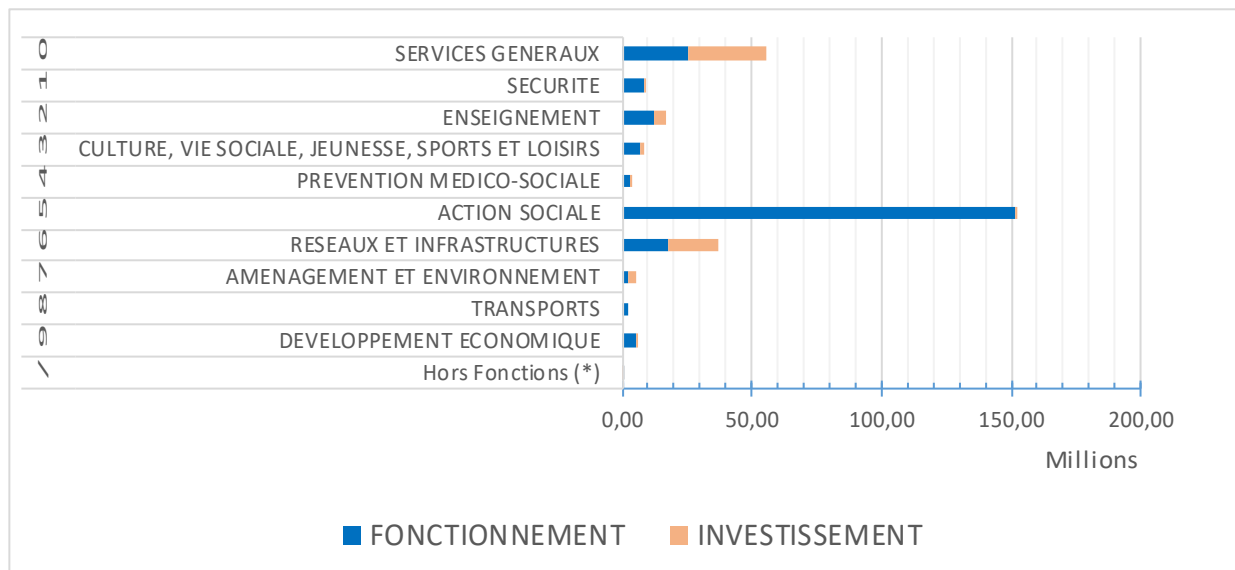
À noter, un report d'excédent d'investissement sur trois budgets annexes (le SATESE, le pôle thermal et le Laboratoire Vétérinaire Eaux et Sols) pour un montant de 388 471,84 € (recette au compte 001) et un déficit de fonctionnement pour deux budgets annexes (SATESE et pôle thermal) pour un montant de 315 393,10 € (dépense au compte 002).

IV.LA PRÉSENTATION PAR FONCTIONS

Dépenses réelles – Tous budgets (hors CLTR et refinancement de dette)

Détail « **TABLEAU 11** » en annexe au présent rapport.

Les dépenses d'action sociale représentent la part la plus importante des dépenses de la collectivité pour 51,55%. Cette part est en léger recul de -2.25% par rapport à 2020.



~~~~

Vous trouverez ci-joint le document détaillé du compte administratif 2021 de notre collectivité décrivant l'ensemble des mouvements de dépenses et de recettes ainsi que ses annexes telles qu'elles sont prévues par la réglementation budgétaire et comptable M52.

## V.LES BILANS SPECIFIQUES

Les bilans spécifiques suivants sont joints au présent rapport :

- le bilan de l'utilisation de la taxe d'aménagement, tel que prévu dans le code de l'urbanisme,

- le bilan de l'utilisation du Fonds Solidarité Logement (FSL) et du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ),

- les comptes produits par les délégataires de service public, tels que prévus par le code général des collectivités territoriales.

Je vous propose d'approuver le compte administratif du Département conforme au compte de gestion du Payeur Départemental pour 2021.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

# ANNEXES – TABLEAUX FINANCIERS

**TABLEAU 1**
**Tous budgets confondus - Opérations réelles et d'ordre**

| En €           | Dépenses              |                       |               | Recettes              |                       |               | Résultat             |                      |
|----------------|-----------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|-----------------------|---------------|----------------------|----------------------|
|                | 2020                  | 2021                  | Evol          | 2020                  | 2021                  | Evol          | 2020                 | 2021                 |
| FONCTIONNEMENT | 250 270 336,63        | 247 228 995,77        | -1,22%        | 276 900 171,06        | 288 788 230,44        | 4,29%         | 26 629 834,43        | 41 559 234,67        |
| INVESTISSEMENT | 73 202 467,60         | 62 716 499,43         | -14,32%       | 61 207 823,00         | 47 085 399,01         | -23,07%       | -11 994 644,60       | -15 631 100,42       |
| <b>Total :</b> | <b>323 472 804,23</b> | <b>309 945 495,20</b> | <b>-4,18%</b> | <b>338 107 994,06</b> | <b>335 873 629,45</b> | <b>-0,66%</b> | <b>14 635 189,83</b> | <b>25 928 134,25</b> |

**TABLEAU 2**
**Détail des résultats par budget**

| Budgets | en €                          |                | Dépenses 2021         | Recettes 2021         | Résultat exercice antérieur                                           |                                                                              | Résultat de l'exercice | Résultat ou solde final |
|---------|-------------------------------|----------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-------------------------|
|         |                               |                |                       |                       | dont Reprise résultat exercice antérieur (hors couverture du déficit) | Affectation d'une partie de l'excédent de fonctionnt au déficit d'investisst |                        |                         |
|         |                               |                |                       |                       | (1)                                                                   | (2)                                                                          |                        |                         |
| 01      | BUDGET PRINCIPAL              | FONCTIONNEMENT | 242 983 290,49        | 284 519 132,59        | 14 441 896,79                                                         |                                                                              | 27 093 945,31          | 41 535 842,10           |
|         |                               | INVESTISSEMENT | 61 144 361,07         | 45 388 823,19         | -11 514 315,08                                                        | 11 514 315,08                                                                | -15 755 537,88         | -15 755 537,88          |
|         |                               |                | <b>304 127 651,56</b> | <b>329 907 955,78</b> | <b>2 927 581,71</b>                                                   | <b>11 514 315,08</b>                                                         | <b>11 338 407,43</b>   | <b>25 780 304,22</b>    |
| 47      | SATESE                        | FONCTIONNEMENT | 666 927,20            | 651 764,89            | -20 631,70                                                            |                                                                              | 5 469,39               | -15 162,31              |
|         |                               | INVESTISSEMENT | 15 884,40             | 31 046,71             | 20 631,70                                                             | 0,00                                                                         | -5 469,39              | 15 162,31               |
|         |                               |                | <b>682 811,60</b>     | <b>682 811,60</b>     | <b>0,00</b>                                                           | <b>0,00</b>                                                                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>             |
| 49      | ESPACES NATURELS SENSIBLES    | FONCTIONNEMENT | 1 260 014,57          | 1 473 825,76          | 97 685,19                                                             |                                                                              | 116 126,00             | 213 811,19              |
|         |                               | INVESTISSEMENT | 1 409 068,22          | 1 195 257,03          | -686 808,00                                                           | 686 808,00                                                                   | -213 811,19            | -213 811,19             |
|         |                               |                | <b>2 669 082,79</b>   | <b>2 669 082,79</b>   | <b>-589 122,81</b>                                                    | <b>686 808,00</b>                                                            | <b>-97 685,19</b>      | <b>0,00</b>             |
| 51      | POLE THERMAL                  | FONCTIONNEMENT | 1 054 224,45          | 753 993,66            | -216 500,77                                                           |                                                                              | -83 730,02             | -300 230,79             |
|         |                               | INVESTISSEMENT | 37 881,26             | 338 112,05            | 216 500,77                                                            | 0,00                                                                         | 83 730,02              | 300 230,79              |
|         |                               |                | <b>1 092 105,71</b>   | <b>1 092 105,71</b>   | <b>0,00</b>                                                           | <b>0,00</b>                                                                  | <b>0,00</b>            | <b>0,00</b>             |
| 54      | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS | FONCTIONNEMENT | 1 189 624,06          | 1 206 978,69          | -24 344,12                                                            |                                                                              | 41 698,75              | 17 354,63               |
|         |                               | INVESTISSEMENT | 4 083,18              | 77 161,92             | 24 344,12                                                             | 0,00                                                                         | 48 734,62              | 73 078,74               |
|         |                               |                | <b>1 193 707,24</b>   | <b>1 284 140,61</b>   | <b>0,00</b>                                                           | <b>0,00</b>                                                                  | <b>90 433,37</b>       | <b>90 433,37</b>        |
| 57      | AUTODROME NOGARO              | FONCTIONNEMENT | 74 915,00             | 182 534,85            | 95 607,85                                                             |                                                                              | 12 012,00              | 107 619,85              |
|         |                               | INVESTISSEMENT | 105 221,30            | 54 998,11             | -54 998,11                                                            | 54 998,11                                                                    | -50 223,19             | -50 223,19              |
|         |                               |                | <b>180 136,30</b>     | <b>237 532,96</b>     | <b>40 609,74</b>                                                      | <b>54 998,11</b>                                                             | <b>-38 211,19</b>      | <b>57 396,66</b>        |
|         | <b>TOTAL</b>                  |                | <b>309 945 495,20</b> | <b>335 873 629,45</b> | <b>2 379 068,64</b>                                                   | <b>12 256 121,19</b>                                                         | <b>11 292 944,42</b>   | <b>25 928 134,25</b>    |
|         |                               |                |                       |                       | <b>14 635 189,83</b>                                                  |                                                                              |                        |                         |

**TABLEAU 3**

**Tous budgets confondus - Opérations réelles – Hors amplitude du Crédit Long Terme Renouvelable (CLTR) pour 1 804 052 € (2020) / 0 € en 2021 <sup>14</sup> et hors refinancement dette (2020)**

| En €                  | Dépenses              |                       |              | Recettes              |                       |              | Résultat             |                      |
|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------------|--------------|----------------------|----------------------|
|                       | 2020                  | 2021                  | Evol         | 2020                  | 2021                  | Evol         | 2019                 | 2020                 |
| <b>FONCTIONNEMENT</b> | 240 003 464,90        | 235 903 457,97        | -1,71%       | 274 230 207,02        | 286 248 622,60        | 4,38%        | 34 226 742,12        | 50 345 164,63        |
| <b>INVESTISSEMENT</b> | 53 631 575,67         | 59 357 055,63         | 10,68%       | 34 040 023,38         | 34 940 025,25         | 2,64%        | -19 591 552,29       | -24 417 030,38       |
| <b>Total :</b>        | <b>293 635 040,57</b> | <b>295 260 513,60</b> | <b>0,55%</b> | <b>308 270 230,40</b> | <b>321 188 647,85</b> | <b>4,19%</b> | <b>14 635 189,83</b> | <b>25 928 134,25</b> |

<sup>14</sup> Le CLTR est utilisé comme une ligne de trésorerie et conduit à une inscription budgétaire identique en dépenses et en recettes d'investissement, sans incidence sur les équilibres budgétaires – Les derniers mouvements ont été réalisés sur l'exercice 2020.

## TABLEAU 4

Par budgets, les prévisions et les réalisations ainsi que les résultats se présentent ainsi qu'il suit (mouvements réels):

### FONCTIONNEMENT

|    | Budget                             | Dépenses       |                |                     | Recettes       |                |                     | Résultat      |
|----|------------------------------------|----------------|----------------|---------------------|----------------|----------------|---------------------|---------------|
|    |                                    | Prévisions     | Réalisations   | Taux de réalisation | Prévisions     | Réalisations   | Taux de réalisation |               |
| 01 | BUDGET PRINCIPAL                   | 241 637 949,97 | 232 092 802,81 | 96,05%              | 266 807 119,59 | 281 979 524,75 | 105,69%             | 49 886 721,94 |
| 47 | SATESE                             | 716 407,70     | 657 960,19     | 91,84%              | 725 707,70     | 651 764,89     | 89,81%              | -6 195,30     |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET CAUE | 1 096 296,00   | 1 007 730,54   | 91,92%              | 1 642 482,26   | 1 473 825,76   | 89,73%              | 466 095,22    |
| 51 | POLE THERMAL                       | 1 044 626,77   | 933 243,17     | 89,34%              | 1 166 426,77   | 753 993,66     | 64,64%              | -179 249,51   |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS      | 1 209 878,12   | 1 136 806,26   | 93,96%              | 1 279 598,00   | 1 206 978,69   | 94,32%              | 70 172,43     |
| 57 | AUTODROME NOGARO                   | 75 621,00      | 74 915,00      | 99,07%              | 182 534,85     | 182 534,85     | 100,00%             | 107 619,85    |
|    | Somme :                            | 245 780 779,56 | 235 903 457,97 | 95,98%              | 271 803 869,17 | 286 248 622,60 | 105,31%             | 50 345 164,63 |

### INVESTISSEMENT

|    | Budget                        | Dépenses      |               |                     | Recettes      |               |                     | Résultat       |
|----|-------------------------------|---------------|---------------|---------------------|---------------|---------------|---------------------|----------------|
|    |                               | Prévisions    | Réalisations  | Taux de réalisation | Prévisions    | Réalisations  | Taux de réalisation |                |
| 01 | BUDGET PRINCIPAL              | 59 265 022,51 | 57 798 510,27 | 97,53%              | 34 095 852,89 | 33 692 092,55 | 98,82%              | -24 106 417,72 |
| 47 | SATESE                        | 30 309,70     | 15 884,40     | 52,41%              | 21 009,70     | 22 079,70     | 105,09%             | 6 195,30       |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES    | 1 797 261,50  | 1 395 475,22  | 77,64%              | 1 251 075,24  | 929 380,00    | 74,29%              | -466 095,22    |
| 51 | POLE THERMAL                  | 369 650,77    | 37 881,26     | 10,25%              | 247 850,77    | 217 130,77    | 87,61%              | 179 249,51     |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS | 95 064,00     | 4 083,18      | 4,30%               | 25 344,12     | 24 344,12     | 96,05%              | 20 260,94      |
| 57 | AUTODROME NOGARO              | 161 911,96    | 105 221,30    | 64,99%              | 54 998,11     | 54 998,11     | 100,00%             | -50 223,19     |
|    | Somme :                       | 61 719 220,44 | 59 357 055,63 | 96,17%              | 35 696 130,83 | 34 940 025,25 | 97,88%              | -24 417 030,38 |

### TOTAL

|    |                                    |                |                |        |                |                |         |               |
|----|------------------------------------|----------------|----------------|--------|----------------|----------------|---------|---------------|
| 01 | BUDGET PRINCIPAL                   | 300 902 972,48 | 289 891 313,08 | 96,34% | 300 902 972,48 | 315 671 617,30 | 104,91% | 25 780 304,22 |
| 47 | SATESE                             | 746 717,40     | 673 844,59     | 90,24% | 746 717,40     | 673 844,59     | 90,24%  | 0,00          |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET CAUE | 2 893 557,50   | 2 403 205,76   | 83,05% | 2 893 557,50   | 2 403 205,76   | 83,05%  | 0,00          |
| 51 | POLE THERMAL                       | 1 414 277,54   | 971 124,43     | 68,67% | 1 414 277,54   | 971 124,43     | 68,67%  | 0,00          |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS      | 1 304 942,12   | 1 140 889,44   | 87,43% | 1 304 942,12   | 1 231 322,81   | 94,36%  | 90 433,37     |
| 57 | AUTODROME NOGARO                   | 237 532,96     | 180 136,30     | 75,84% | 237 532,96     | 237 532,96     | 100,00% | 57 396,66     |
|    | Total :                            | 307 500 000,00 | 295 260 513,60 | 96,02% | 307 500 000,00 | 321 188 647,85 | 104,45% | 25 928 134,25 |

Excédent global de clôture : 25 928 134,25

dont Résultat cumulé des exercices antérieurs : 14 635 189,83

dont Résultat de l'exercice 2021 : 11 292 944,42

**TABLEAU 5**

**Tableaux faisant apparaître, en éléments réels et par chapitre budgétaire, les dépenses et les recettes réalisées par rapport aux prévisions.**

**INVESTISSEMENT**

|          | Chap | Chapitre                                                 | Prévu 2021         | Réalisé 2021         | Taux de réalisation |
|----------|------|----------------------------------------------------------|--------------------|----------------------|---------------------|
| Dépenses | 001  | SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 12 256 121,19      | 12 256 121,19        | 100,00%             |
|          | 020  | DEPENSES IMPREVUES                                       | 520 000,00         | 0,00                 | 0,00%               |
|          | 16   | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                            | 14 771 287,82      | 14 769 715,40        | 99,99%              |
|          | 20   | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                            | 1 968 699,00       | 1 791 559,67         | 91,00%              |
|          | 204  | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                         | 11 537 314,61      | 10 885 241,18        | 94,35%              |
|          | 21   | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                              | 4 532 325,00       | 4 402 252,55         | 97,13%              |
|          | 23   | IMMOBILISATIONS EN COURS                                 | 15 905 848,82      | 15 088 934,61        | 94,86%              |
|          | 27   | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                       | 227 624,00         | 163 231,03           | 71,71%              |
|          |      | <b>TOTAL</b>                                             | <b>61719220,44</b> | <b>59 357 055,63</b> | <b>96,17%</b>       |

(\*)

|          |     |                                                          |                    |                      |               |
|----------|-----|----------------------------------------------------------|--------------------|----------------------|---------------|
| Recettes | 001 | SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE | 261 476,59         | 261 476,59           | 100,00%       |
|          | 024 | PRODUIT DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS                   | 216 807,00         | 0,00                 | 0,00%         |
|          | 10  | DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES                      | 15 416 121,19      | 15 590 858,19        | 101,13%       |
|          | 13  | SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT                             | 5 566 173,24       | 4 870 852,10         | 87,51%        |
|          | 16  | EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES                            | 14 000 000,00      | 14 000 000,00        | 100,00%       |
|          | 20  | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES                            | 0,00               | 0,00                 |               |
|          | 204 | SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES                         | 0,00               | 0,00                 |               |
|          | 21  | IMMOBILISATIONS CORPORELLES                              | 0,00               | 0,00                 |               |
|          | 23  | IMMOBILISATIONS EN COURS                                 | 30 685,00          | 30 684,69            | 100,00%       |
|          | 27  | AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES                       | 204 867,81         | 186 153,68           | 90,87%        |
|          |     | <b>TOTAL</b>                                             | <b>35696130,83</b> | <b>34 940 025,25</b> | <b>97,88%</b> |

(\*) Comme prévu par l'instruction comptable M52, les réalisations de ce chapitre sont inscrites en section de fonctionnement (chapitre 77)

**TABLEAU 6**

Tableaux faisant apparaître, en éléments réels et par chapitre budgétaire, les dépenses et les recettes réalisées par rapport aux prévisions.

**FONCTIONNEMENT**

en € - cf <sup>15</sup> et <sup>16</sup>

|          | Chap                    | Chapitre                                             | Prévu 2021         | Réalisé 2021          | Taux de réalisation   |
|----------|-------------------------|------------------------------------------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------|
| Dépenses | 002                     | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                   | 261 476,59         | 261 476,59            | 100,00%               |
|          | 011                     | CHARGES A CARACTERE GENERAL                          | 15 287 610,50      | 15 046 285,74         | 98,42%                |
|          | 012                     | CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES              | 68 764 274,00      | 67 987 137,59         | 98,87%                |
|          | 014                     | ATTENUATIONS DE PRODUITS                             | 4 766 878,00       | 4 697 461,31          | 98,54%                |
|          | 016                     | ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)        | 34 564 880,00      | 33 775 611,47         | 97,72%                |
|          | 017                     | REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE                          | 30 692 676,00      | 28 933 078,10         | 94,27%                |
|          | 022                     | DEPENSES IMPREVUES                                   | 1 250 000,00       | 0,00                  | 0,00%                 |
|          | 65                      | AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE                   | 87 439 238,60      | 82 773 618,05         | 94,66%                |
|          | 6586                    | FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS           | 206 308,00         | 150 662,71            | 73,03%                |
|          | 66                      | CHARGES FINANCIERES                                  | 1 740 100,00       | 1 606 123,71          | 92,30%                |
|          | 67                      | CHARGES EXCEPTIONNELLES                              | 300 075,87         | 164 740,70            | 54,90%                |
|          | 68                      | DOTATIONS AUX PROVISIONS                             | 507 262,00         | 507 262,00            | 100,00%               |
|          |                         |                                                      | <b>TOTAL</b>       | <b>245780779,6</b>    | <b>235 903 457,97</b> |
| Recettes | 002                     | RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE                   | 14 635 189,83      | 14 635 189,83         | 100,00%               |
|          | 013                     | ATTENUATIONS DE CHARGES                              | 77 800,00          | 110 417,11            | 141,92%               |
|          | 016                     | ALLOCATION PERSONNALISEE D'AUTONOMIE (A.P.A.)        | 15 269 700,00      | 16 461 454,09         | 107,80%               |
|          | 017                     | REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE                          | 812 713,00         | 893 346,21            | 109,92%               |
|          | 70                      | PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 1 628 882,40       | 1 543 380,41          | 94,75%                |
|          | 73                      | IMPOTS ET TAXES                                      | 147 197 651,00     | 160 572 477,69        | 109,09%               |
|          | 731                     | IMPOSITIONS DIRECTES                                 | 20 217 846,00      | 20 314 991,00         | 100,48%               |
|          | 74                      | DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS             | 65 339 963,10      | 65 429 303,48         | 100,14%               |
|          | 75                      | AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE                  | 6 241 009,42       | 5 388 326,04          | 86,34%                |
|          | 76                      | PRODUITS FINANCIERS                                  | 400,00             | 336,43                | 84,11%                |
|          | 77                      | PRODUITS EXCEPTIONNELS                               | 209 710,14         | 726 396,03            | 346,38%               |
| 78       | REPRISES SUR PROVISIONS | 173 004,28                                           | 173 004,28         | 100,00%               |                       |
|          |                         | <b>TOTAL</b>                                         | <b>271803869,2</b> | <b>286 248 622,60</b> | <b>105,31%</b>        |

15 Chapitres 016 : y compris dépenses de personnel affecté à la gestion de l'APA

16 Chapitres 017 : y compris dépenses de personnel affecté à la gestion du RSA

TABLEAU 7

## Les subventions versées (compte 657) par fonctions

| Fonction                                          | Total 2020<br>(en €) | Total 2021<br>(en €) | Ecart           | %              |
|---------------------------------------------------|----------------------|----------------------|-----------------|----------------|
| Services généraux                                 | 369 221              | 361 145              | -8 076          | -2,19%         |
| Sécurité                                          | 3 200                | 3 800                | 600             | 18,75%         |
| Enseignement                                      | 251 950              | 239 510              | -12 440         | -4,94%         |
| Culture, Vie Sociale, Jeunesse, Sports et Loisirs | 2 997 118            | 2 413 551            | -583 567        | -19,47%        |
| Prévention médico-sociale                         | 700                  | 700                  | 0               | 0,00%          |
| Action sociale                                    | 2 351 390            | 2 137 230            | -214 159        | -9,11%         |
| Réseaux et infrastructures                        | 13 800               | 14 350               | 550             | 3,99%          |
| Aménagement et environnement                      | 285 230              | 414 960              | 129 730         | 45,48%         |
| Transports                                        |                      | 48                   | 48              |                |
| Développement économique                          | 1 273 825            | 1 190 616            | -83 209         | -6,53%         |
| <b>Total général</b>                              | <b>7 546 434</b>     | <b>6 775 909</b>     | <b>-770 524</b> | <b>-10,21%</b> |

TABLEAU 8

## Détail des subventions d'équilibre aux budgets annexes

|    |                               | Dépenses          | Recettes          |
|----|-------------------------------|-------------------|-------------------|
| 01 | BUDGET PRINCIPAL              | 826 045,67        |                   |
| 47 | SATESE                        | 0,00              | 119 927,90        |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES    | 0,00              | 161 554,47        |
| 51 | POLE THERMAL                  | 0,00              | 544 563,30        |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS | 0,00              | 0,00              |
| 57 | AUTODROME NOGARO              | 0,00              |                   |
|    | <b>Total :</b>                | <b>826 045,67</b> | <b>826 045,67</b> |

## TABLEAU 9

Les résultats de l'exercice 2021 se décomposent comme suit :

|    |                               | FONCTIONNEMENT    |                      | INVESTISSEMENT       |                   | INVESTISSEMENT                         |
|----|-------------------------------|-------------------|----------------------|----------------------|-------------------|----------------------------------------|
|    |                               | Déficit<br>002    | Excédent<br>002      | Déficit<br>001       | Excédent<br>001   | Besoin de<br>financement (Art<br>1068) |
| 01 | BUDGET PRINCIPAL              |                   | 41 535 842,10        | 15 755 537,88        |                   | 15 755 537,88                          |
| 47 | SATESE                        | 15 162,31         |                      |                      | 15 162,31         |                                        |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES    |                   | 213 811,19           | 213 811,19           |                   | 213 811,19                             |
| 51 | POLE THERMAL                  | 300 230,79        |                      |                      | 300 230,79        |                                        |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS |                   | 17 354,63            |                      | 73 078,74         |                                        |
| 57 | AUTODROME NOGARO              |                   | 107 619,85           | 50 223,19            |                   | 50 223,19                              |
|    | <b>TOTAL :</b>                | <b>315 393,10</b> | <b>41 874 627,77</b> | <b>16 019 572,26</b> | <b>388 471,84</b> | <b>16 019 572,26</b>                   |

## TABLEAU 10

Le tableau suivant présente l'affectation des résultats excédentaires de fonctionnement 2021 :

|    |                                    | Affectation des résultats excédentaires de<br>fonctionnement<br>41 874 627,77 |                      |                      |
|----|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|
|    |                                    | Fonctionnement                                                                | Investissement       | Total                |
| 01 | BUDGET PRINCIPAL                   | 25 780 304,22                                                                 | 15 755 537,88        | 41 535 842,10        |
| 49 | ESPACES NATURELS SENSIBLES ET CAUE | 0,00                                                                          | 213 811,19           | 213 811,19           |
| 54 | LABO VETERINAIRE EAUX ET SOLS      | 17 354,63                                                                     | 0,00                 | 17 354,63            |
| 57 | AUTODROME NOGARO                   | 57 396,66                                                                     | 50 223,19            | 107 619,85           |
|    | <b>TOTAL :</b>                     | <b>25 855 055,51</b>                                                          | <b>16 019 572,26</b> | <b>41 874 627,77</b> |



**TABLEAU 11****Dépenses réelles par fonctions – Tous budgets (hors CLTR et refinancement de dette)**

| Fonction |                                                      | FONCTIONNEMENT        | INVESTISSEMENT       | Total                 |                |
|----------|------------------------------------------------------|-----------------------|----------------------|-----------------------|----------------|
| 0        | SERVICES GENERAUX                                    | 25 702 544,31         | 29 981 933,59        | 55 684 477,90         | 18,86%         |
| 1        | SECURITE                                             | 8 714 624,67          | 21 105,00            | 8 735 729,67          | 2,96%          |
| 2        | ENSEIGNEMENT                                         | 12 188 079,78         | 4 453 416,29         | 16 641 496,07         | 5,64%          |
| 3        | CULTURE, VIE SOCIALE,<br>JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS | 7 031 484,21          | 1 204 579,61         | 8 236 063,82          | 2,79%          |
| 4        | PREVENTION MEDICO-SOCIALE                            | 3 400 896,89          | 41 324,96            | 3 442 221,85          | 1,17%          |
| 5        | ACTION SOCIALE                                       | 151 491 801,58        | 725 577,07           | 152 217 378,65        | 51,55%         |
| 6        | RESEAUX ET INFRASTRUCTURES                           | 17 457 619,25         | 19 548 858,77        | 37 006 478,02         | 12,53%         |
| 7        | AMENAGEMENT ET<br>ENVIRONNEMENT                      | 2 572 904,70          | 2 599 355,55         | 5 172 260,25          | 1,75%          |
| 8        | TRANSPORTS                                           | 2 059 102,83          | 0,00                 | 2 059 102,83          | 0,70%          |
| 9        | DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE                             | 5 209 484,75          | 675 683,49           | 5 885 168,24          | 1,99%          |
| /        | Hors Fonctions (*)                                   | 74 915,00             | 105 221,30           | 180 136,30            | 0,06%          |
|          | <b>Total :</b>                                       | <b>235 903 457,97</b> | <b>59 357 055,63</b> | <b>295 260 513,60</b> | <b>100,00%</b> |

(\*) : Dépenses du budget Annexe « Autodrome de Nogaro » dont la nomenclature comptable ne prévoit pas de présentation croisée par Fonction

Philippe DUPOUY

